



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1985 MERCREDI 10 AVRIL 2014



Présidentielle de 2016 La candidature d'Étienne Tshisekedi au menu du prochain congrès de l'UDPS

Difficile de dire avec exactitude si le leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) sera bel et bien candidat à la présidentielle de 2016 pour laquelle il continue d'observer un mutisme, alimentant de ce fait toute sorte de spéculation. Coupant court à la discussion, son porte-parole et directeur de cabinet précise que

l'option sera levée au cours du prochain congrès du parti prévu en décembre 2015. Intervenant récemment sur les ondes de la radio onusienne, Albert Moleka a précisé que ce qui préoccupe pour le moment le « lider maximo », c'est la récupération de son impérium usurpé à la suite de l'élection présidentielle de 2011 et

l'exercice de l'effectivité du pouvoir. Président de la République « autoproclamé », Étienne Tshisekedi continue, pour sa part, de faire de cette question une obsession au nom du rétablissement de la vérité des urnes. Et pourtant, depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous le pont.

Page 18

MUSIQUE

Bana C4 déjà dans nos murs

La jeunesse kinoise plus que tous les autres est très intéressée par le concert que va livrer samedi à la Halle de la Gombe, le meilleur groupe d'afrobeat francophone, Bana C4. Une production signée Bomayé Musik et Talents2Kin.com. Le concert du groupe de Bana C4 à l'Institut français sera le tout premier qu'il livrera à Kinshasa. D'ores et déjà, les organisateurs font savoir qu'un engouement particulier est observé depuis l'arrivée des musiciens, les billets déjà en prévente depuis une semaine s'écoulent encore plus.

Bien que créé en France, Bana C4 est fortement influencé par la culture africaine. Autant Kinshasa est en attente, autant les artistes eux-mêmes sont dans la fièvre des préparatifs dans l'espoir de donner le meilleur dans cette ville inspiratrice. Bana C4 a véritablement l'intention de mettre le feu à la Halle de la Gombe.

Page 21

Transfèrement à la CPI des criminels du M23

La RDC attend de l'Ouganda des gestes concrets



Poignée de main entre Joseph Kabila et Yoweri Museveni

Longtemps indexé dans divers rapports des Nations unies sur la RDC comme l'un des soutiens au M23, l'Ouganda vient, contre toute attente, d'accepter de coopérer avec les autorités de la RDC pour le transfèrement de certains membres de l'ex-rébellion coupables des crimes de guerre de-

vant la Cour pénale internationale (CPI). Une décision qui fait jaser dans certains milieux politiques du pays où l'on appelle à la prudence eu égard aux compromissions dont ce pays a toujours fait preuve dans le traitement du dossier de l'est de la RDC. Pendant que les raisons de la nouvelle

incursion des soldats ougandais à Rutshuru sont encore loin d'être connues et que la RDC s'apprête à rendre publique la liste des personnes éligibles à la loi d'amnistie, la décision de Kampala apparaît, aux yeux de certains, comme une pure diversion.

Page 18

EXPOSITION D'AFFAIRES

La CCIFC organise la semaine française Kinshasa

La Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise (CCIFC) va organiser du 26 au 31 mai à l'Institut français - Halle de la Gombe - à Kinshasa, une semaine française. Il s'agit d'un événement exceptionnel de promotion de l'offre française en République démocratique du Congo. Ce sera une opportunité de rapprocher les communautés d'affaires en facilitant la mise en relations entre partenaires potentiels, de découvrir les potentialités d'un pays francophone à la taille d'un continent et de rencontrer des décideurs privés et institutionnels, mais aussi de réfléchir par le biais de conférences sur l'état actuel de certains secteurs de l'économie congolaise. Durant toute la semaine, il est prévu des visites des stands de 9 heures à 17 heures et des divers ateliers sur l'art de vivre, la cuisine, la création, etc.

Page 19

INFRASTRUCTURES SPORTIVES : Démarrage de la réfection du stade de l'Unité à Goma

Le gouverneur Julien Paluku de la province du Nord-Kivu a posé lundi, la première pierre de construction des vestiaires du stade de l'Unité à Goma. Il a fait part de sa détermination à offrir à la jeunesse du Nord-Kivu l'un

des meilleurs stades de la RDC. La clôture interne et externe, les installations connexes et la tribune d'honneur dudit stade sont en passe d'être réhabilitées. Ces travaux de réhabilitation de cette infrastructure du chef-

lieu de la province du Nord-Kivu seront financés par la Trust Merchant Bank pour un montant de 175000 dollars. Par ailleurs, le gouvernement provincial s'apprête à financer les travaux de réfection du stade des Vol-

cans, l'autre grand stade de la ville qui sera doté d'une pelouse synthétique sur financement de la Fédération internationale de football association de l'ordre de 265000 dollars.

Page 21

ÉDITORIAL

Urgence

Il est évident, pour qui ose regarder la vérité en face, que l'Afrique pourra de moins en moins compter sur ses partenaires extérieurs dans la prévention et la gestion des crises qui la secouent. L'inefficacité de la force internationale déployée depuis des années par les Nations unies en République démocratique du Congo, tout comme le peu d'empressement dont fait preuve aujourd'hui l'Union européenne pour renforcer la Misca et la force Sangaris en République centrafricaine en sont des preuves accablantes. Plus égoïstes que jamais, les puissances des autres continents se contenteront, demain plus encore qu'aujourd'hui, de discourir, mais s'abstiendront d'accompagner l'Afrique dans l'édification d'un système de sécurité efficace.

La France, et la France seule, fait exception comme le démontrent ses interventions courageuses au Mali et en Centrafrique. Mais il est clair qu'elle n'a plus ni les moyens financiers, ni les instruments techniques, ni même la capacité diplomatique et politique d'aider durablement ses partenaires africains dans leur quête de la sécurité. Si bien qu'à terme plus ou moins rapproché, la crise qu'elle traverse aidant, ses dirigeants se verront contraints de lever le pied.

Dans un pareil contexte, l'Afrique ne peut compter que sur elle-même pour résoudre les conflits qui menacent des pans entiers du continent. Si elle ne prend pas très vite la mesure du défi qui lui est lancé et si elle continue de croire aux promesses de ses partenaires extérieurs, elle se retrouvera face à des situations qu'elle s'avèrera incapable de gérer. D'où cette idée que le temps est venu pour elle de se pencher sérieusement sur le problème que pose la montée des tensions dans différentes zones de l'espace immense qu'elle occupe au cœur de la planète.

L'Union africaine, objectera-t-on, a entrepris ce travail depuis des années – et notre pays se distingue tout particulièrement dans cette quête de la sécurité collective –, mais le problème est trop grand pour qu'elle puisse édifier rapidement l'architecture de prévention et de gestion des crises qui s'avère nécessaire. C'est pourquoi l'on en vient à considérer que le cadre dans lequel peut être résolu le problème est sous-régional.

Pour ne parler que du Bassin du Congo, quand donc la Cémac, la Cécac, la CPEGL, la CGG se décideront-elles à créer ensemble l'institution qui leur permettra d'asseoir enfin sur des bases solides la sécurité de leurs peuples ?

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION CONGO-FRANCE

Jean-Pierre Vidon se propose de capitaliser les acquis

À l'issue de l'audience que lui a accordée, le 8 avril, le président de l'Assemblée nationale Justin Koumba, le nouvel ambassadeur de France au Congo, Jean-Pierre Vidon, a exprimé son engagement à consolider les acquis de la coopération séculaire entre son pays et le Congo.

«Après la présentation de mes lettres de créance au président de la République, il était naturel que je vienne rencon-

trer le président de l'Assemblée nationale. C'est une façon pour nos deux pays de montrer leur attachement au principe de la séparation des pouvoirs», a-t-il dit avant d'indiquer que les Assemblées nationales de France et du Congo entretenaient de bonnes relations à travers leurs groupes d'amitié respectifs.

Les deux personnalités ont également abordé les sujets liés aux échanges

d'expérience entre les deux pays, par le biais de séminaires et autres sessions de formation. Le diplomate français a déclaré que son pays entendait apporter un appui à la chaîne de télévision de l'Assemblée nationale en création, dans le cadre de la formation du personnel de cette structure à l'École nationale d'administration française.

Roger Ngombé

CONGO/ÉTATS-UNIS

Les deux pays s'engagent à amplifier leur coopération

L'ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Congo, Stéphanie Sullivan, s'est exprimée, le 9 avril à Brazzaville, à l'issue de l'audience avec le président de l'Assemblée nationale, Justin Koumba.

Cette coopération vise trois axes prioritaires : soutenir les institutions démocratiques, encourager l'investissement américain et le développement durable par rapport à l'économie, et enfin, encourager la situation de sécu-

rité régionale. Les deux parties se sont entretenues sur les projets en cours d'exécution en vue de renforcer le partenariat entre les deux pays.

Josiane Mambou Loukoula

ÉLECTIONS LOCALES

Le MDP en ordre de bataille

À l'approche des élections locales, le Mouvement pour la démocratie et le progrès (MDP) s'est engagé à restructurer sa base en vue de conquérir un électorat plus important.

Le président du MDP, Jean-Claude Ibovi, a affirmé, le 8 avril à Brazzaville, à l'issue de la session inaugurale du secrétariat national et de la Commission nationale d'évaluation et de suivi (CNES), la détermination de son parti à se rendre plus visible au niveau national. «Un parti est créé pour conquérir le pouvoir, mais le pouvoir a plusieurs échelons. Avec des conseillers locaux, on détient le pouvoir local. Le pouvoir ne s'exerce pas seulement au niveau présidentiel : la gestion de proximité commence par les élections locales. Quand on a un mandat du peuple à travers les conseillers, on exerce également un pouvoir», a-t-il réaffirmé.

Pour ce faire, les membres du secrétariat national de cette formation politique se déploieront sur toute l'étendue du territoire national pour restructurer le parti au niveau de la base, ce, pour

plus de représentativité. «Le parti ne doit vivre non seulement au sommet, mais également à la base. C'est dans ce cadre que nous allons adopter le programme d'activités afin que les membres du secrétariat national se déploient sur le territoire national

pour l'installation des présidents départementaux. Nous n'avons qu'un seul député et quatre conseillers départementaux. Il faut améliorer notre positionnement sur l'échiquier politique national [...] afin de mieux nous affirmer lors des échéances à venir. Nous voulons ainsi faire comprendre à nos militants que la condi-

tion sine qua non pour bénéficier d'une subvention de l'État est d'avoir plus d'élus au sein du parti», a-t-il insisté.

Plusieurs points ont été examinés au cours de cette session, à savoir : le rapport de la deuxième session du conseil



Les membres du secrétariat MDP

central ; le projet de règlement intérieur du secrétariat national et de la CNES ; le projet de chronogramme de restructuration des départements ; le programme des missions de la commission. Notons que le secrétariat national du MDP est composé de dix-sept membres ; la CNES compte sept membres.

J.M.L.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeja n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétaire : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Puma Energy présente ses actions au ministre Josué Rodrigue Nguonimba

Le directeur général de cette compagnie pétrolière intermédiaire du secteur aval, Michel Bourgois, a été reçu en audience le 9 avril par le ministre de l'Environnement et du tourisme, Josué Rodrigue Nguonimba

La société Puma Energy veut étendre son réseau en République du Congo. Elle dispose actuellement de trente-cinq stations-service et entend en construire trois nouvelles, cette année, à Brazzaville, à Ouessou (département de la Sangha) et à Pointe-Noire. Celle de Brazzaville, dont les travaux sont en cours d'exécution, se trouve à Bacongo, dans le deuxième arrondissement.

Installée au Congo depuis plusieurs années, cette société dispose également de deux stations flottantes dans la partie septentrionale du pays, dans le département de la Cuvette (Oyo, Mossaka, Liranga), où elle est très utilisée par les baleinières, les pêcheurs et les populations. Puma Energy a aussi des unités fluviales de transport entre



Josué Rodrigue Nguonimba s'entretenant avec Michel Bourgois, en présence de son directeur de cabinet et du directeur général de l'environnement (© Adiac).

Kinshasa et Brazzaville pour le compte de la Société nationale des pétroles du Congo.

Le directeur général de l'Envi-

ronnement, Benjamin Dzaba Boungou, qui a assisté à cette première rencontre entre les deux parties, a indiqué que le

ministre et son hôte avaient discuté, entre autres, de la possibilité de travailler ensemble dans le cadre de la protection des

écosystèmes. «Puma est en train de construire des stations-service dans le respect de la loi sur la protection de l'environnement. Elle a voulu présenter les efforts qu'elle fait dans ce domaine. Le directeur général de Puma Energy nous a assuré qu'il travaillait dans les normes en respectant les standards internationaux, les lois de la République, notamment la loi sur la protection de l'environnement, le Code des hydrocarbures et les autres textes en vigueur dans notre pays», a-t-il expliqué.

Interrogé sur le lien entre pétrole et environnement, Benjamin Dzaba Boungou a répondu: «Les stations-service s'implantent dans un écosystème donné. Il y a également le volet de la santé humaine avec les émanations qui peuvent s'en suivre. Voilà pourquoi les sociétés prennent à bras le corps tous ces aspects pour essayer de protéger aussi bien l'homme que tout ce qui entoure la station d'essence, notamment les écosystèmes.»

Parfait Wilfried Douniama

LOI DE FINANCES DE 2014

Certaines dispositions fâchent le Syndicat des commerçants du Congo

La patente calculée sur le chiffre d'affaires, la triple taxation sur l'occupation des locaux ainsi que la réduction du délai de paiement des impôts inscrits dans la loi de finances de 2014 pourraient freiner le développement du commerce en République du Congo.

Le Syndicat des commerçants du Congo, par la voix de son vice-président Alexandre Ossebi, a exprimé son indignation lors d'un échange avec le directeur de cabinet du ministre du Commerce et des Approvisionnements, André Kamba, le 9 avril à Brazzaville.

«L'année dernière, le délai de déclaration et de paiement des impôts était fixé au 31 mars. Il est ramené cette année au 20 mars. Après cette date, nous serons obligés de payer des pénalités. C'est dans cette situation que se trouve présentement la majorité des commerçants», a déploré Alexandre Ossebi.

En outre, la taxe sur l'occupation des locaux, qui devait être payée par le propriétaire de la boutique ou du magasin, est réglée par le commerçant. «Nous payons cette taxe sous la pression [...]. Le commerçant est marginalisé dans notre pays», a-t-il souligné.

Qualifiant ces plaintes de «lourdes», le directeur de cabinet du ministre du Commerce s'est dit sceptique sur le changement de cette loi sur laquelle sont basées toutes les prévisions du gouvernement.

«Je ne suis pas sûr qu'il y ait un collectif d'ici à la fin de l'année pour modifier tous ces dispositifs. Nous pouvons par contre faire des propositions pour la loi de finances de 2015, qui est déjà en préparation», a-t-il indiqué.

Il a par ailleurs demandé aux syndicats d'élaborer une fiche technique pour leurs différentes suggestions, en vue de les analyser avec le ministère des Finances, où il s'est engagé à les accompagner.

Également présent à cette réunion, les membres de l'Observatoire congolais des droits des consommateurs ont eux aussi critiqué ladite loi, qui ne facilite pas la lutte contre la vie chère. Ils ont assuré mener des enquêtes afin d'améliorer la situation des consommateurs congolais.

Lopelle Mboussa Gassia

RÉSEAUX ET COMMUNICATION

Améliorer les performances des entreprises et administrations

C'est l'objectif de la matinée Alcatel-Lucent Enterprise organisée récemment par la société OFIS à l'hôtel Ledger Plaza à Brazzaville.

Une occasion de présenter aux entreprises congolaises un ensemble complet de solutions de communication et de réseau répondant aux besoins en constante évolution des petites et moyennes entreprises (PME), des multinationales, des administrations et des organisations internationales.

Les mutations qui s'opèrent dans les entreprises grâce aux nouvelles technologies de l'information font des outils de communication modernes un moteur de croissance et de valeur des investissements. C'est pour permettre aux entreprises congolaises d'être à la pointe de la technologie que la société OFIS avec son partenaire Alcatel-Lucent Enterprise ont présenté des solutions téléphonie, voix et data afin de gagner en productivité et d'économiser ainsi sur leur budget.

«Nous proposons des solutions de mobilité. Ce sont des solutions qui permettent de transférer toutes les données d'un ordinateur d'un serveur à un autre poste de travail. Ce sont des

idées novatrices qui vont vous permettre d'intégrer, dans le réseau des entreprises, à la fois des tablettes et toute sorte de terminaux», a expliqué Gilles Bellon, Channel Manager de l'Afrique centrale et de l'Ouest du groupe Alcatel-Lucent Enterprise.

Très connue pour les solutions voix, Alcatel-Lucent qui est présente au Congo ne compte pas s'arrêter là. Dans le cadre de la matinée, la société a proposé des applications data (données) et WLAN (réseau local sans fil), des solutions de téléphonie d'entreprises, de mobilité, de collaboration et de communications virtuelles à l'instar de la solution Alcatel-Lucent OpenTouch Suite pour PME.

«Les solutions présentées aux entreprises congolaises leur permettent de gagner en productivité, a pour sa part affirmé Serge Boumpoutou, directeur du développement à OFIS. Aujourd'hui, on parle de fibre optique et de Cloud. Le cœur du réseau est donc de plus en plus important pour les opérateurs et les entreprises parce qu'on aura besoin de faire passer des capacités de plus en plus importantes de données. Et pour cela,

on a besoin de routeurs et de switches très fiables. Les solutions Alcatel-Lucent Enterprise permettent d'optimiser le réseau.»

Les entreprises visées par ce type de solutions sont les multinationales et l'Administration publique. Toutefois, au regard du dynamisme des petites sociétés autour des nouvelles technologies, les PME peuvent également se doter de solutions Alcatel-Lucent Enterprise via OFIS pour garantir leur performance.

Accompagner les entreprises à s'équiper en solutions moins coûteuses et performantes est également l'un des objectifs poursuivis par OFIS en tant que partenaire d'Alcatel-Lucent Enterprise. «Le choix du partenaire Alcatel-Lucent Enterprise relève d'une part de ses solutions viables et d'autre part des coûts des switches et routeurs qui sont beaucoup plus compétitifs», a souligné Serge Boumpoutou.

Des directeurs de systèmes d'information (DSI) et des gestionnaires des opérations IT (Internet Technologies), des opérateurs de télécommunications, des banques, l'Administration publique, des PME ont participé à cette matinée d'information.

Quentin Loubou



APPEL A CANDIDATURE

La société BOURBON OFFSHORE SURF - CONGO lance un appel à candidature aux marins expérimentés désireux de poursuivre leur formation professionnelle en reprenant les cours pour devenir pilote capitaine 500UMS.

Les conditions minimum pour présenter les dossiers sont :

- Etre de nationalité congolaise
- Avoir 36 mois minimum de navigation effectif au pont
- Avoir un niveau lycée 2nd minimum
- Avoir plus de 22 ans et moins de 40 ans
- Réussir les épreuves de sélections : français (dictée + expressions écrite)/ une épreuve de logique/une épreuve de mathématiques /une épreuve de physique.

Les dossiers de candidature doivent comprendre :

- Une lettre de motivation
- Un CV
- Un acte d'état civil
- Un Casier judiciaire
- Une copie de la carte d'identité
- Une copie du dernier diplôme/certificat de scolarité/ attestation de niveau
- Quatre photos d'identité
- Une copie du certificat médical en cours de validité
- Une copie du passeport en cours de validité

Les dossiers doivent être transmis complet et sous enveloppe scellée à l'attention de la Direction des Ressources Humaines à BOURBON OFFSHORE SURF CONGO sis au 30 Rue Georges DUMOND ; B.P 107 ; Pointe Noire /REPUBLIQUE du CONGO. Tout dossier incomplet sera rejeté.

N.B : nous vous informons que toutes les copies des titres présentées feront l'objet d'un contrôle, Certificat conforme à l'original.

A l'issue de la formation et sous réserve de son succès BOURBON OFFSHORE SURF CONGO peut vous offrir un emploi.

Date limite de dépôt des dossiers est fixée au 30/04/2014



S.N.E

SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE
Direction Générale Présidence du Directoire
Siège Social : Bd Denis-SASSOU-N'GUESSO
BP. 95 – Tél. /Fax. : 81-05-66
BRAZZAVILLE - REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 043F/SNE/DG/CGMP/2014

Objet : Acquisition de coffrets de comptage.

1. La Société Nationale d'Electricité a prévu dans son budget d'investissement des fonds pour financer l'acquisition de coffrets de comptage permettant de poursuivre l'opération pose compteurs lancée en 2011 à Brazzaville et Pointe-Noire. Elle a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture portant sur l'acquisition de 12 000 compteurs électroniques basse tension.

2. A cet effet, elle sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir ce matériel. La liste exhaustive des fournitures est contenue dans le dossier d'appel d'offres (bordereau descriptif et quantitatif).

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Les candidats intéressés peuvent se renseigner sur le dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Cellule de Gestion des Marchés, 2ème étage de l'immeuble du siège social de la SNE de 08h00 à 15h00. Ils peuvent également s'en procurer à l'adresse mentionnée ci avant, contre un paiement non remboursable de 125 000 F CFA, payable en espèce.

5. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 12 Mai 2014 à 13h00 et seront ouvertes le 12 Mai 2014 à 14h00 en présence des représentants des candidats qui le souhaitent à l'adresse ci-après : salle des réunions de l'immeuble du siège social de la SNE, sise 4ème étage. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Une garantie d'offres, d'un montant équivalent à deux pourcent (2%) de la valeur de leur soumission est requise. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission et être adressées à l'attention de Monsieur Louis KANOHA ELENGA, Directeur Général Président du Directoire/ corneilleobonga@yahoo.fr ; amourespoirabe@yahoo.fr,

Tél : 222 81 06 58/ 242 05 558 08 02/ 242 06 688 88 58/ 242 05 588 88 58.



AVIS D'APPEL D'OFFRES

(RELANCE)

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'Offres National pour la construction d'un bâtiment d'observation météorologique, de la voie d'accès à la station météorologique, d'un abri à gonflement et aménagement du parc à instruments à l'aéroport international de Brazzaville (Congo).

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté sur le site web de l'ASECNA (www.asecna.aero) et retiré contre le paiement obligatoire d'une somme non remboursable de Cinquante Mille (50.000) Francs CFA à partir du 08 Avril 2014 au Département Ingénierie et Prospective, Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, Dakar-Yoff (Sénégal) ou à la Représentation de l'ASECNA auprès de la République du Congo.

La date limite de remise des offres au Département Ingénierie et Prospective (ASECNA), Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, Dakar-Yoff (Sénégal) est fixée au 10 mai 2014 à 11 heures, heure locale (GMT). Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée. L'ouverture des plis en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, aura lieu le même jour (10 mai 2014) à 12 heures, heure locale (GMT).

Le Directeur Général



AVIS D'APPEL D'OFFRES

(RELANCE)

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'Offres Ouvert pour la construction d'un bâtiment d'observation météorologique, d'une voie d'accès à la station météorologique, d'un abri à gonflement et l'aménagement du parc à instruments à l'aéroport de Pointe Noire (Congo).

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté sur le site web de l'ASECNA (www.asecna.aero) et retiré contre le paiement obligatoire d'une somme non remboursable de Cinquante Mille (50.000) Francs CFA à partir du 10 avril 2014 au Département Ingénierie et Prospective, Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, Dakar-Yoff (Sénégal) ou à la Représentation de l'ASECNA auprès de la République du Congo.

La date limite de remise des offres au Département Ingénierie et Prospective (ASECNA), Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, Dakar-Yoff (Sénégal) est fixée au 10 mai 2014 à 12 heures, heure locale (GMT). Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée. L'ouverture des plis en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, aura lieu le même jour (10 mai 2014) à 13 heures, heure locale (GMT).

Le Directeur Général

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

☐ «La police congolaise ne déclenche pas de chasse aux étrangers. Nous ne sommes pas un peuple xénophobe. Nous exigeons que ceux qui veulent s'installer dans notre pays en respectent les règles et lois. C'est une garantie de sécurité pour nous tous.»

Général Jean François Ndengué, directeur général de la police,
le 5 avril à Brazzaville,
lors du lancement de l'opération «Mbata Ya Bakolo»

☐ «Notre continent a acquis son indépendance politique. Il lui reste à devenir autonome. Cessons de faire appel à la solidarité extérieure. Passer de l'aide internationale aux investissements étrangers, c'est encore rester au milieu du gué. Il faut aller plus loin, et passer aux investissements Africains en Afrique.»

Mo Ibrahim, milliardaire anglo-soudanais,
Jeune Afrique, Hors-série n° 35, 2014

☐ «Les gens ne peuvent être soudoyés ou forcés de changer leur histoire. Aucun pays n'est assez puissant - même s'il pense l'être - pour changer les faits.»

Kagamé, président du Rwanda, Le Point, le 7 avril 2014

☐ «Il faut tout faire pour empêcher l'épuration ethno-religieuse que visent certains groupes armés. Que ce soit les anti-balaka qui veulent chasser des musulmans ou certains Séléka qui veulent les regrouper dans ce qui pourrait devenir dans leur esprit, un Etat séparé.»

Charles Malinas, ambassadeur de France en Centrafrique,
RFI, le 9 avril 20147

☐ «La lutte contre la pauvreté n'est pas une question de charité ou de philanthropie»

Monique Ilboudo, Burkina Faso, ancienne ministre, écrivain,
SHSregards 14 (revue de l'Unesco), 30 novembre 2006

☐ «La dignité des citoyens réside dans le respect de leur droit à la vie et de leur liberté de circulation»

Omar Hilale, ambassadeur représentant
permanent du Royaume du Maroc auprès de l'Office des
Nations unies à Genève, AtlasInfo, le 8 avril 2014

DÉPARTEMENT DU POOL

La construction de plusieurs centres de santé intégrés est envisagée

L'ouverture des réponses aux appels d'offres s'est déroulée le 8 avril au siège de la Délégation générale des grands travaux (DGGT), à Brazzaville, sous la direction du conseiller Valentin Bemba.

Aux réalisations exécutées dans le cadre de la municipalisation accélérée du département du Pool s'ajoutent désormais les projets de construction et d'équipement des centres de santé intégrés des districts de Vindza, Loumo, Kibouendé, Louingui et de la localité de Kimba.

Pour chaque projet, les travaux concernent une salle d'attente, une salle de petite chirurgie, une salle d'observation, le bureau de médecin-chef, une pharmacie, un magasin et le logement du médecin, de type F6.

Les vingt et une entreprises qui ont soumissionné sont : Société générale d'aménagement pour le développement, Éts ARI, Méga Services, Propreté Services, SCGM Labo Congo, BA-C-EL, Société

ZEAU, Société Rong Tai, Société Investit, AIBTP Concept, Mat-Co-Impact, Socotrap SARL, Sorem, Domini-Kanda, ACRIF, GAPV, Seiko, Éts Espoir, Melokem Services Plus, Baneterie et TSA-Okou Modero. Les offres, qui concernent les six lots, vont de 455,1 millions FCFA à 857,2 millions FCFA. Le délai d'exécution est de quatre à huit mois. La construction et l'équipement de centres de santé dans les différents districts du département du Pool peuvent être considérés comme la poursuite des grands travaux d'édification des infrastructures de base enclenchée en 2012. «Dans l'élan du chef de l'État d'améliorer les conditions de vie des populations, le gouvernement s'emploie inlassablement à modifier positivement la carte sanitaire, en réhabilitant et en créant des établissements sanitaires dans les douze départements du Congo», a souligné le conseiller à la DGGT, Valentin Bemba.

Guillaume Ondzé

NOTES DE VOYAGE

Le calvaire des voyageurs sur la route de Kindamba

Voyager pour Kindamba est une rude épreuve. L'état de la «route» s'est encore dégradé à la suite des pluies de ce début d'année. Aux incessantes descentes de véhicules qui s'imposent aux voyageurs, s'ajoute la traversée des rivières dont le débit n'est toujours pas clément.

Brazzaville-Kindamba, une distance d'environ 300 km. Pourtant, il ne faut pas moins de cinq heures pour atteindre la destination. Autrement, c'est la même distance que pour celui qui va de Brazzaville à Gamboma sur la Nationale 2. Sur ce trajet, trois heures suffisent. Explications : mauvais état de la piste pour Kindamba, trop de contours et d'obstacles.

En effet, le premier choix est d'aller à Mindouli et d'y prendre un véhicule en partance pour Kindamba, localité située au nord-ouest du département du Pool. L'une des épreuves commence avec la traversée de la rivière Tonato. Un calvaire pour les femmes enceintes ou ac-



Un bus traversant la rivière Tonato

compagnées d'enfants, les personnes handicapées et autres personnes vulnérables. Plus que pour les hommes, les marchandises sont à plaindre surtout lorsque le véhicule s'enlise au milieu des eaux.

Des tracasseries qui font qu'au terme de cette expédition, le voyageur reste le plus grand perdant. Car, les frais des marchandises étant prélevés au départ, rien ne leur sera remboursé malgré les pertes subies. «C'est la triste réalité de notre pays !», disent en général

les contrôleurs qui se réjouissent de la situation.

Pour épargner cette pénitence à leurs passagers, certains transporteurs empruntent l'axe Kindamba-Mayama-Ignie. Certes plus longue mais moins pénible que l'axe Kindamba-Mindouli-Brazzaville. Entre temps, des travaux sont amorcés par les entreprises en vue de réparer les dégâts occasionnés sur les ponts. Malheureusement, ceux-ci prennent du temps.

Durly Émilie Gankama




INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez-nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDPO8	Gestion axée sur les résultats : approche méthodologiques et outils	5 jours	05 au 09 mai 2014
EPO4	Optimisation de la fonction de secrétaire	5 jours	05 au 09 mai 2014
PDGO1	Gestion des revenus des collectivités locales	5 jours	12 au 16 mai 2014
MDPO9	Gestion comptable et financière des projets et programmes	10 jours	19 au 30 mai 2014
GMPO8	Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés publics ?	5 jours	26 au 30 mai 2014

 www.facebook.com/airtelcongob

Tous les jours

pour
300 FCFA | **6** min
100 SMS
20 Mb

unis
par les meilleurs
forfaits

Diam CONGO

Na semaine ! loba na yo
Na ba bonus SMS + Internet



airtel

Le réseau qui nous unit

Forfaits en F CFA	minutes	SMS	Mb	Souscription
300	6	100	20	*122*6#
600	15	200	50	*122*7#
1000	20	500	100	*122*8#

Pour plus d'infos, appelle le 141.

ALIMENTATION ET SANTE

Notre santé est énormément conditionnée par notre alimentation

Au fur et à mesure que le monde avance, les consommateurs s'intéressent beaucoup plus à ce qu'ils ont dans leur assiette car ils savent que l'aliment influence fortement leur santé. C'est la raison pour laquelle ils s'intéressent spécialement à certains types d'aliments notamment les fruits et les légumes qu'ils savent jouer un rôle important dans la prévention de certaines maladies, du fait de leur richesse en vitamines et en fibres alimentaires. Ils n'ignorent certainement pas que les lipides ou matières grasses sont source d'acides gras saturés, mono ou polyinsaturés, parmi lesquels on trouve les fameux Omega 3, 6 ou 9 aux vertus largement vantées.

Ils sont conscients aussi que le lait et les produits laitiers sont riches en protéines, en vitamines et en minéraux, et que les produits céréaliers ou amylacés comme le pain, la farine de manioc, ou la pomme de terre apportent des glucides ou sucres, des protéines, des vitamines, des minéraux et des fibres. De même qu'ils (les consommateurs avertis) prennent avec modération le sucre et les aliments sucrés, y compris les boissons sucrées, en dehors de celles qui sont «light» c'est-à-dire simplement édulcorées, car leur excès entraînerait plusieurs complications dans l'organisme.

Enfin ils ont intériorisé le fait que l'utilisation exagérée du sel n'est pas sans danger. Mais il y a cependant le revers de la médaille car autant l'aliment est la source dont l'organisme tire les nutriments essentiels et banals qui lui sont nécessaires, autant ledit aliment doit être consommé sain ou à tout le moins bien élaboré. En outre on demande à l'aliment d'être appétant, c'est-à-dire attractif, comestible et délicieux, et surtout nutritif. Il faut savoir aussi que mal conservé, l'aliment subit des altérations chimiques, biochimiques et microbiologiques. Il est également l'objet des attaques des arthropodes, insectes et arachnides, et des rongeurs s'il est mal protégé.

On ne saurait se rapprocher de la situation réelle que représente le danger de l'alimentation sans évoquer la présence des substances naturelles toxiques dans certains aliments, des isotopes radioactifs, et à titre de polluants, des xénobiotiques notamment les résidus des traitements agricoles en l'occurrence les engrais et les pesticides, surtout dans les pays occidentaux où leur utilisation est quasi automatique. Il faut aussi parler des mycotoxines c'est-à-dire des toxines générées par les champignons microscopiques comme les aflatoxines ou les ochratoxines et des métaux lourds etc., présents dans d'autres aliments.

En conclusion, nous pouvons dire que la présente rubrique «Alimentation et Santé» nous permettra de livrer certaines informations utiles et à même d'aider les consommateurs à mieux connaître la composition, les bienfaits et les maladies que peuvent engendrer les aliments. Ces consommateurs pourront assurément, pour la plupart, observer par la suite une diététique stricte et préventive pour le sujet sain, correctrice et à même de contribuer au rétablissement, dans la majorité des cas, du sujet atteint d'un trouble d'origine nutritionnelle.

Tout comme il serait possible, s'il en était encore besoin, de se familiariser avec certaines notions quelque peu «barbares» comme le «light», le «bio», le «allégé», le «naturel», le «sans gluten» etc. que l'on rencontre de plus en plus sur les étiquettes des nouveaux produits alimentaires.

Ange Koukou,
président de l'Association pour la Promotion
des Industries Agroalimentaires au Congo

OPÉRATION DE POLICE

L'ambassadeur de RDC déplore des excès

La direction générale de la Police congolaise a lancé le 5 avril l'opération « Mbata ya bakolo » pour traquer les délinquants appelés « kuluna », responsables de braquages, viols, vols, meurtres, et autres actes de vandalisme au Congo. Malheureusement, sur le terrain, l'opération ne se déroule pas comme il se doit.



Christophe Muzungu s'adressant à ses compatriotes. (© DR)

Informé des violences dont seraient victimes certains de ses compatriotes, l'ambassadeur de la République démocratique du Congo, Christophe Muzungu, s'est dit choqué et a réagi en demandant à la police de mener l'opération dans la dignité.

«Aussitôt après avoir été informé des débordements dans cette opération, je suis allé au commissariat central pour rencontrer les autorités, notamment le général Bouity et le colonel Malonga pour leur demander de traquer uniquement les bandits et non les innocents. S'il s'agit d'expulser les ressortissants de la RDC, cela doit se faire suivant les règles de la procédure, et en toute dignité. Ce qui se passe sur le terrain est vraiment déplorable. Cela ne cadre pas avec les relations de fraternité, de parenté et d'amitié qui existent entre nos deux pays», a expliqué Christophe Muzungu.

Trois morts enregistrés

Au cours de la rencontre avec les autorités policières du Congo, celles-ci lui ont présenté les documents signés par le directeur général de la police, Jean-François Ndengué, demandant à ses colla-

borateurs d'exécuter l'opération Mbata ya bakolo dans le respect des droits de l'homme.

«Il est dommage de voir les policiers à qui on a donné ces ordres se comporter de cette manière en violant, pillant, tuant, torturant de paisibles citoyens. Pour l'heure, nous avons enregistré trois morts. Nous avons décidé d'évacuer d'autres blessés chez nous pour les soigner. Entretemps, plus de mille personnes ont passé la nuit ici, à l'ambassade, où ils ont trouvé refuge», a-t-il déclaré.

Par la suite, l'ambassadeur de la RDC s'est entretenu avec ses compatriotes qui ont envahi l'ambassade depuis trois jours. «Ils sont près de mille à avoir passé la nuit ici. Certains veulent repartir au pays, d'autres préfèrent régulariser leur situation car certains ont vu leur carte être déchirée par des policiers alors que ce sont des documents très importants». Il a par ailleurs regretté que les régularisations de séjour s'effectuent d'une manière très lente. Les quittances délivrées peuvent durer une année : or, durant toute cette période d'attente, la carte peut expirer.

Une réunion des ministres de deux Congo

Dans la foulée, l'ambassadeur de la RDC a annoncé la tenue d'une réunion d'urgence entre les ministres de l'Intérieur des deux pays pour tenter de trouver une issue à cette situation.

Rappelons que lors du lancement de cette opération, le directeur général de la police avait invité ses agents à adopter un comportement exemplaire, à éviter les dérives. «La police congolaise ne déclenche pas de chasse aux étrangers. Nous ne sommes pas un peuple xénophobe. Nous exigeons que ceux qui veulent s'installer dans notre pays en respectent les règles et lois. C'est une garantie de sécurité pour nous tous. Les policiers ne doivent pas transformer cette opération en une opération de pillage des biens d'autrui, de règlement de compte, de violences aveugles à l'endroit de qui que ce soit. Elle ne doit pas être non plus l'occasion d'accomplir des actes de violence tels que vol, viol et violences aveugles à l'égard de la population», avait instruit Jean-François Ndengué.

Yvette Reine Nzaba



OFIS
RESEAUX & TELECOMS

LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE



Alcatel-Lucent
Expert Business Partner

Tél.: 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel



NE PERDEZ AUCUN APPEL DE VOS CLIENTS.

AUGMENTEZ LA CROISSANCE DE VOTRE ACTIVITE.

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI
info@ofis-ort.com
www.ofis-reseaux-telecoms.com

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth

Tél.: 01 600 0000

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications



CIEHC-2 : Deuxième Edition de la Conférence Internationale & Exposition sur les Hydrocarbures au Congo
14-16 Avril 2014, Brazzaville, République du Congo
«Valoriser de Nouvelles Ressources en Hydrocarbures et Renforcer les Infrastructures du Secteur de l'Aval Pétrolier pour Accompagner le Plan de Développement National 2012-2016»
Site web: www.ciehc.com

Communiqué de Presse

Le Gouvernement de la République du Congo, par le biais du Ministère des hydrocarbures de la République du Congo et en partenariat avec la Société AME Trade Ltd UK organisera du 14 au 16 avril, au Palais des Congrès de Brazzaville, la Deuxième Edition de la Conférence Internationale et Exposition sur les Hydrocarbures au Congo (CIEHC-2). Cet événement d'envergure internationale a pour thème principal: « Valoriser de nouvelles ressources en hydrocarbures et renforcer les infrastructures du secteur de l'aval pétrolier pour accompagner le Plan de Développement National 2012-2016 ».

La CIEHC-2 s'est donnée l'option de se tenir tous les deux ans. Et, au demeurant elle s'est déjà établie comme la plate forme de rencontre la plus importante de l'industrie des hydrocarbures dans la sphère du golfe de guinée.

De façon pratique la CIEHC-2 s'articulera autour de trois journées de présentations à caractère scientifique et technique, appuyées par des ateliers interactifs et suivies d'excursions touristiques.

Il convient de noter si opportunément, que la Première Edition de la CIEHC qui s'était tenue à Brazzaville du 4 au 6 octobre 2011 avait été un véritable succès avec la participation de plus de 500 participants, 51 intervenants et 27 exposants venant de 23 pays.

Ainsi, la République du Congo se détermine aujourd'hui comme acteur majeur de l'industrie des hydrocarbures en Afrique, et compte notamment parmi les cinq premiers pays producteurs.

A l'évidence, en participant à la CIEHC-2 vous aurez l'opportunité de découvrir les potentialités immenses que regorgent l'industrie congolaise des hydrocarbures, à savoir :

Découvrir le potentiel des zones profondes, pré-salifères, post-salifères et zones pétrolières profondes du Congo. L'exploration est en cours et des découvertes

encourageantes ont été faites.

Cependant, de nombreuses zones restent encore inexplorées. Les blocs pétroliers on shore dans le bassin de la cuvette congolaise existent, mais sont encore sans valorisation significative.

Apporter des solutions techniques pour la rénovation des champs pétroliers matures et des gisements à faibles rendements.

Les champs pétroliers matures à l'image de ceux des permis de Madingo Marine VI et Marine VII pourraient avoir une production plus prometteuse avec une technologie d'extraction plus pointue. Il existe un potentiel de développement des gisements marginaux avec l'utilisation de nouveaux procédés telles que la fracturation hydraulique dans les champs de Mengo-Bindi-Kundji, ou l'injection de vapeur dans le champs Emeraude.

Les compagnies de services permettent d'entreprendre d'autres opportunités allant de nouvelles découvertes à des projets de grande envergure tel que : Moho Nord où des investisseurs nouveaux et existants vont injecter 10 milliards de dollars USD, afin de produire l'équivalent de 140 000 barils par jour (bep/j) d'ici 2017. Récemment, une découverte d'hydrocarbures a été faite à Nene Marine I, faisant partie du permis Marine XIII ;

Le projet Lianzi, en cours de développement par différents partenaires, devrait connaître une production s'élevant à 46 000 bjp d'ici 2015, et l'investissement pourrait dépasser 2 milliards de dollars.

Les réserves du Congo en gaz sont estimées à plus de 100 milliards de mètres cubes. Cependant, de faibles quantités sont traduites en termes monétaires. Les projets destinés à valoriser les ressources de gaz au Congo sont représentés essentiellement à ce jour par la Centrale Electrique du Congo (CEC), qui utilise le

gaz des réserves pétrolières de Mboundi ; celles-ci permettront à terme de construire à Djeno une nouvelle centrale électrique d'une puissance de 300 à 450 MW. Ce projet sera davantage renforcé par le gaz devant provenir de l'exploitation des gisements du permis de Litchendjili.

Se familiariser avec le nouveau cadre juridique et fiscal du secteur pétrolier et gazier, dont les évolutions découlent d'une adaptation aux tendances actuelles de l'industrie mondiale des hydrocarbures, en remplacement du cadre en application depuis 1994 et qui connaît des insuffisances.

Les entreprises opératrices, ainsi que les experts et les consultants pourront également confronter leur point de vue sur la politique du Congo en matière de Contenu Local, la formation, le développement durable et la révision des textes sur l'hygiène, la sécurité industrielle et l'environnement.

Il sera porté aussi à la réflexion, les conditions possibles d'identification des projets de pétroles non conventionnels susceptibles de correspondre à la récupération d'entre 500 millions à 2,5 milliards de barils de réserves de sables bitumineux.

Explorer le secteur en aval de l'industrie du pétrole, y compris le projet d'une nouvelle raffinerie, avec de capacités nouvelles de stockage, de transport et de distribution des produits pétroliers.

Date: 30.01.2014

Pour toute information, veuillez contacter :
-Demande du Programme, Brochure et Inscription

Comité d'organisation
Email : ciehc@ametrade.org Tel : + 44 (0) 207 700 4949
-Demande partenariat média ou accréditation presse
Service Marketing
Email: patricia@ametrade.org Tel : +237 78 57 01 01
ou +242 06 858 96 59

Sous le Très haut-patronage de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO
Président de la République, Chef de l'Etat

Thème principal:



Valoriser de Nouvelles Ressources en Hydrocarbures et Renforcer les Infrastructures du Secteur de l'Aval pétrolier pour accompagner le Plan de Développement National 2012-2016

Deuxième Edition de la Conférence Internationale & Exposition sur les Hydrocarbures au Congo



14 - 16 Avril 2014

Palais des congrès, Brazzaville, République du Congo

SPONSOR PRINCIPAL



SPONSOR PLATIN



SPONSORS OR



SPONSOR ARGENT



SPONSORS BRONZE



SPONSOR ASSOCIE



SPONSORS SESSION



ORGANISEE PAR



Email: ciehc@ametrade.org

Tel: +242 066 64 50 94 / +242 066 95 91 08 / +44 207 700 4949

Fax: +44 207 681 3120

RELANCE DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE

Pour José Graziano, la jeunesse est porteuse d'espoir

Le directeur général de la Conférence régionale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique, José Graziano da Silva, pense qu'il est fondamental d'insérer davantage de jeunes Africains dans l'agriculture, de renforcer le soutien et le bien-être économique dans les années à venir. José Graziano da Silva intervenait à Tunis, devant les ministres africains de l'Agriculture et des partenaires de financement.

agriculture peu attrayante aux yeux des jeunes, une absence de sécurité sociale pour les ménages ruraux. Un rapport présenté par la conférence fait état d'une croissance spectaculaire dans certains pays africains au cours de la dernière décennie, mais qui ne s'est malheureusement pas traduite par la création étendue

Afrique a invité les pays africains à exploiter cette opportunité pour placer les petits agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, cueilleurs de produits forestiers ainsi que les communautés traditionnelles et autochtones au centre de l'agenda. « Pour atteindre la sécurité alimentaire, nous devons associer l'accroissement durable de la

« Pour atteindre la sécurité alimentaire, nous devons associer l'accroissement durable de la production à la protection sociale afin d'amortir les chocs subis par les plus vulnérables »

Lenjeu pour José Graziano da Silva reste à traduire la croissance du continent en insertion sociale. Il a souligné que l'agriculture, le développement rural et la jeunesse seraient déterminants pour atteindre cet objectif, faisant le lien entre les jeunes, le secteur agroalimentaire et le développement rural, qu'il a placé en tête des priorités de la rencontre. Il a rappelé que 11 millions de personnes entraient chaque année sur le marché du travail en Afrique. Il a aussi relevé les salaires bas dans le secteur rural, une part élevée de l'informel et une

d'emplois ou de revenus pour les jeunes. La FAO préconise davantage d'investissements publics et privés dans le secteur agroalimentaire, que les agro-industries et les services soient liés au marché pour attirer et garder un maximum de jeunes, stimuler la création d'emplois et promouvoir un nouvel essor du secteur agricole, en cette année déclarée l'Année africaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Parallèlement à l'Année internationale de l'agriculture familiale, le directeur général de la FAO pour la région

subis par les plus vulnérables », a-t-il déclaré.

Il a aussi souligné les progrès d'une soixantaine de pays dans la cible de réduction de la faim, premier Objectif du millénaire pour le développement, qui consiste à réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de faim chronique entre 1990 et 2015. C'est le cas des pays africains suivants : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cameroun, Égypte, Ghana, Djibouti, Libye, Malawi, Niger, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Togo et Tunisie.

Noël Ndong

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Vive inquiétude de Coopération Sud sur la baisse de l'aide publique française

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié les chiffres de l'aide publique au développement (APD) pour l'année 2013.

Elle constate que l'APD de la France a baissé de 9,8% en 2013, alors qu'au plan mondial, elle a augmenté de 6,1%. En effet, la France a consacré 0,4% de son revenu national brut (RNB) à l'APD en 2013, contre 0,45% en 2012 et 0,46% en 2011.

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, Coopération SUD (Solidarité urgence développement), a exprimé son inquiétude « de voir ces crédits diminuer fortement, alors qu'ils sont indispensables pour financer les programmes de lutte contre la pauvreté et les inégalités et pour appuyer la mise en œuvre de politiques publiques de qualité », notamment l'éducation, la santé, l'agriculture, etc., dans les pays pauvres.

Elle rappelle l'engagement du président François Hollande, il y a un an, « à reprendre la trajectoire ascendante vers les objectifs internationaux que [la France] s'est fixés » dès le retour de la croissance dans le pays. Pour le président de Coopération SUD, Jean-Louis Vilajus, « force est de constater que ce décrochage augure mal de la trajectoire ascendante promise par le président de la République en mars 2013. »

« La baisse générale de l'aide publique au développement française rend plus ardue encore la perspective du "chemin crédible" promis par le président de la République

pour atteindre les 0,7% du RNB », constate Coopération SUD. La contraction de l'APD n'est pas une fatalité : le Royaume-Uni, qui se trouve dans une situation économique similaire à celle de la France, a atteint l'objectif des 0,7% suite à une augmentation de son APD de 27,8% en 2013, explique son vice-président, Bernard Pinnaud.

Pour le chef de file de la commission APD de Coopération SUD, Christian Reboul, « on peut certes, se satisfaire d'orientation et de bons principes, mais dans des situations de crise comme celles que traversent la Centrafrique aujourd'hui, le Mali ou la Syrie, ou quand il s'agit de faire face aux effets, pour des millions de personnes, des conséquences du changement climatique, l'aide au développement est cruciale. » La France a fait évoluer sa politique de développement en proposant à son Parlement une Loi d'orientation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Selon l'OCDE, l'aide se détourne de plus en plus des pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne. Christian Reboul trouve cette situation « inquiétante ». Coopération SUD s'inquiète également des futurs arbitrages budgétaires pour atteindre les 50 milliards d'euros d'économie dans le budget de l'État d'ici à 2017. Des coupes semblent être à l'ordre du jour dans le budget 2015 de l'APD française, alors même qu'il s'agit d'une année cruciale pour le développement et la solidarité internationale, rappelle Coopération SUD.

Noël Ndong




BUROTOP IRIS www.burotop.com

Ordinateur de bureau DELL

- Processeur Intel Dual Core à 2.9 GHz
- Mémoire RAM à 4 Go
- Disque dur à 500 Go
- Ecran plat 20"
- Garantie 1 an



+ Onduleur EMERSON LIEBERT de 650 VA



+ Multiprises APC



+ Imprimante HP 2516 Multifonction couleur

399.000

Cette offre est Hors taxes et réservée aux particuliers, dans la limite de 1 pièce par personne. Le paiement doit se faire CASH et aucune remise ne pourra être accordée.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

SANTÉ

Le Cameroun abritera un forum international sur les médicaments de base

Dans l'optique d'échanger sur les questions liées à l'émergence du secteur de la pharmacie en Afrique, les experts de dix pays œuvrant dans ce domaine se réuniront du 4 au 6 juin prochain à Yaoundé, au Cameroun.

Ce forum connaîtra la participation active de chercheurs venus du Bénin, Burkina Faso, Centrafrique, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Équatoriale, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo et de la Tunisie.

Cette année, cette rencontre, qui intervient deux ans après celle de 2012, portera sur le thème : « Quinze ans de forum pharmaceutique international : bilan et perspectives ».

Selon les organisateurs, ces assises se proposent d'engager des stratégies et des pistes capables de promouvoir en Afrique un secteur pharmaceutique respectueux des normes internationales. « La rencontre de Yaoundé a pour objectif principal de proposer, sur la base d'un bilan exhaustif des quatorze dernières éditions, des orientations stratégiques pour améliorer et renforcer la place et le rôle du pharmacien pour le développement du secteur pharmaceutique, face aux défis de santé en Afrique et dans d'autres pays, avec un accent particulier sur la promotion de la santé publique et la formation », a indiqué la présidente du Conseil national de l'ordre des pharmaciens du Cameroun et présidente du comité technique d'organisation, le

docteur Thérèse Bwemba Abong.

Cette initiative fait suite à un constat selon lequel la situation de l'accès aux médicaments est désastreuse en ce moment dans les pays en voie de développement. Des millions de personnes n'ont pas accès aux médicaments de base. Ainsi, il est temps de trouver des solutions afin de permettre au plus grand nombre de populations de bénéficier davantage de soins de qualité. « Les débats qui auront lieu lors de ce forum pharmaceutique devraient permettre non seulement d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels, mais aussi de renforcer les politiques pharmaceutiques nationales et l'utilisation rationnelle des médicaments en Afrique », ont indiqué les organisateurs.

Dans la liste des questions qui attendent des solutions, figure celle liée à la pratique des médicaments contrefaits, d'autant que l'Afrique est l'un des continents qui, selon l'Organisation mondiale de la santé, enregistre le plus grand taux de médicaments issus de la contrefaçon.

Notons que les différentes organisations et syndicats qui animent le secteur seront également conviés à cette réunion, notamment l'Inter-ordre des pharmaciens d'Afrique, l'Intersyndicale des pharmaciens d'Afrique, l'Association des centrales d'achat et des médicaments essentiels et l'Association des directeurs de la pharmacie et du médicament.

Rock Ngassakys



THURAYA ET AIRTEL AFRICA ENTRENT EN PARTENARIAT POUR APPORTER UNE CONNECTIVITE MOBILE PAR SATELLITE À 17 PAYS EN AFRIQUE

- Un partenariat unique pour étendre la connectivité mobile et aider à réduire la division numérique en Afrique.
- Les réseaux de distribution de airtel Africa offriront une gamme complète des produits satellite Thuraya y compris SatSleeve, les téléphones satellites XT ainsi que des terminaux mobiles par satellite à large bande.

Le 31 Mars 2014 à Nairobi au Kenya, la société Thuraya Télécommunications Company, un des opérateurs mobiles pionniers en matière de services de téléphonie mobile par satellite, et Bharti airtel International BV, ont annoncé avoir conclu un partenariat afin d'offrir aux clients de **airtel Africa** des produits et des services mobiles par satellite dans 17 pays africains. Les clients de **airtel Africa** bénéficieront grâce à ce partenariat d'une connectivité vocale et à large bande par l'intermédiaire du réseau des satellites Thuraya dans les régions les plus isolées du continent.

À partir du mois de Mai, **airtel Africa** commercialisera ses produits et ses forfaits à travers ces réseaux de distribution et par l'intermédiaire de l'équipe du compte « Entreprise ».

L'extension des réseaux mobiles dans les régions éloignées ou rurales présente à la fois des obstacles géographiques et des défis d'affaires pour relier les gens en Afrique. Le réseau satellite de Thuraya contribue à combler la division numérique en fournissant un moyen immédiat et rentable pour airtel Africa afin d'étendre sa couverture, tout en générant de nouvelles sources de revenus et en fournissant une connectivité essentielle. Le service mobile par satellite de Thuraya peut répondre aux besoins téléphoniques et de données de communication des utilisateurs d'Airtel Africa dans les secteurs de l'exploitation minière, l'énergie, les médias, le gouvernement et les ONG humanitaires.

Samer Halawi, PDG de Thuraya a déclaré : « *Le partenariat de Thuraya avec airtel Africa est un développement très positif qui contribue à réduire la division numérique en Afrique. Nous sommes conscients de l'impact énorme que peut avoir l'accès à des communications fiables sur la vie des gens. Le réseau robuste des satellites Thuraya permettra à airtel Africa de fournir à ses clients, consommateurs et entreprises, des services téléphoniques et de données fiables de haute qualité. Thuraya est bien positionné pour soutenir des opérateurs mobiles comme airtel Africa qui cherchent à étendre leur réseau et services avec des solutions par satellites* ».

Pour sa part, **Christian de Faria**, PDG de **airtel Africa** a affirmé qu'« *Offrir une connexion solide dans de nombreuses régions isolées de l'Afrique représente un défi. Ce partenariat nous permet d'étendre notre couverture et nos services pour les entreprises et les consommateurs qui vivent ou travaillent dans des régions très isolées.*

Les services par satellite de Thuraya seront combinés avec des appels téléphoniques de haute qualité et de l'accès au large débit auxquels nos clients sont habitués dans nos centres urbains ».

A PROPOS DE BHARTI AIRTEL

Bharti airtel Limited est l'une des plus grandes sociétés de télécommunications dans le monde avec des opérations dans 20 pays en Afrique et en Asie. Basée à New Delhi, en Inde, la société fait partie des quatre plus grands opérateurs de téléphonie mobile au monde en termes du nombre d'abonnés. En Inde, elle offre des services variés : notamment des services mobiles 2G et 3G, des lignes fixes, du haut débit ADSL, l'IPTV et le DTH, et des solutions pour entreprises et services nationaux et internationaux de longue distance aux opérateurs de téléphonie. Sur les autres marchés, elle fournit des services mobiles 2G et 3G, ainsi que le commerce mobile. Bharti Airtel comptait plus de 289 millions d'abonnés sur l'ensemble de ses marchés à la fin du mois de janvier 2014. Pour en savoir plus, consultez le site www.airtel.com.

Pour de plus amples informations, contacter :

Shereen Hanafi
Director of Communications, Thuraya
Tel: + 971-4-4488-888
Email: corporatecomms@thuraya.com

Michael Okwiri
Vice President of Communications & PR, **airtel Africa**
Email: Michael.Okwiri@africa.airtel.com



CENTRAFRIQUE

La Commission d'enquête internationale demande à toutes les parties de faire preuve de retenue

Lors d'une conférence de presse, le 8 avril à Bangui, au terme d'une mission de quatre semaines de la Commission d'enquête internationale en Centrafrique, le président de cette instance, Bernard Acho Muna, a souligné l'urgence pour toutes les parties, dont les médias et les ONG, de faire preuve de retenue dans l'appréciation des événements en cours.

Le président de la commission a lancé cet appel en attendant la publication du rapport intérimaire, qu'il présentera en juin prochain au Conseil de sécurité des Nations unies. La Commission d'enquête internationale, a-t-il souligné, invite particulièrement les médias à observer scrupuleusement les règles d'éthique et de déontologie qu'exige la profession.

«Le droit à l'information est un droit fondamental qui ne doit en aucun cas être confondu avec de la propagande qui, elle, ne fera qu'envenimer la situation qui prévaut actuellement en Centrafrique», a-t-il insisté.

Rappelant l'engagement de la Commission d'enquête internationale, qui est une institution indépendante, Bernard Acho Muna a dit que cette instance allait assumer pleinement ses responsabilités et s'acquitter avec impartialité du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité des Nations unies.

Il a rappelé que la Commission d'enquête internationale rassemble, examine et analyse actuellement toutes les informations concernant les allégations de violations du droit international humanitaire et de violations généralisées des droits de l'homme et d'exactions qui sont commises depuis le 1er janvier 2013 jusqu'à ce jour. Ceci, conformément à la résolution 2127 du 5 décembre 2013 du Conseil de sécurité des Nations unies, par laquelle elle a été créée.

Nestor N'Gampoula

La Cécac déplore le retrait du contingent tchadien de la Misca

Le secrétariat général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cécac) s'est dit indigné par les déclarations «déstabilisatrices et infondées» d'une certaine presse et des responsables de la Commission internationale des droits de l'homme de Genève.

Celles-ci accusent les forces de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (Misca) en général et du Tchad en particulier d'être à l'origine des affrontements ayant opposé les troupes tchadiennes de la Misca aux «bandes incontrôlées des anti-balaka».

«Cette campagne insidieuse et ourdie par ces milieux peu recommandables ne vise qu'un seul objectif : discréditer les forces internationales — à savoir la Misca, Sangaris — aux fins d'affaiblir leur action et de décapiter le centre de gravité stratégique politique de la Cécac», a déclaré Ahmad Allam-Mi.

Tout en comprenant la frustration que disent ressentir le Tchad et les Tchadiens face à la non-appréciation à la juste valeur de leurs efforts et sacrifices, le secrétaire général déplore le retrait du contingent militaire tchadien qui risque de handicaper la Misca dans ses efforts de restauration de la situation sécuritaire à Bangui et sur l'ensemble du territoire centrafricain.

S'agissant de la situation du 29 mars 2014, la Cécac tient à souligner que c'est par message du Comforce N°0353 /UA/MISCA/EM/OPS du 28 mars 2014 que le contingent tchadien de la Misca s'est déplacé de la position à l'intérieur du pays pour rejoindre Bangui où il a dû faire face au PK12 à une attaque des Anti-Balakas.

Par ailleurs, le secrétariat général de la Cécac fait observer qu'avant cette confrontation, les troupes internationales avaient été attaquées par les anti-balaka, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés sans réaction de la commission internationale

des droits de l'homme et de cette presse internationale.

Il a exhorté les populations centrafricaines, le gouvernement et les partis politiques, les organisations de la société civile patriotes à faire barrage à ces comportements pour conduire la transition à son terme et à faire preuve de responsabilité, de sagesse et de protection de la force internationale venue pour les aider à atteindre les objectifs politiques de la feuille de route.

Il se félicite que le Tchad réitère sa solidarité à la République centrafricaine et qu'il s'engage à continuer de la soutenir sous d'autres formes, afin qu'elle recouvre la paix, la sécurité, l'unité et réalise la réconciliation nationale.

Le secrétaire général reste convaincu que la République du Tchad continuera à apporter sa contribution aux efforts de la sous-région et de la communauté internationale en vue de la résolution de la crise centrafricaine.

Yvette Reine Nzaba

AFRIQUE-UE

José Manuel Barroso et Mohamed Abdel Aziz reçoivent cinq chefs d'État du Sahel

Le président de la Commission européenne (CE), José Manuel Barroso, et le président en exercice de l'Union africaine (UA), Mohamed Abdel Aziz, ont invité les chefs d'État du Groupe des 5 du Sahel — un groupe régional composé de la Mauritanie, du Mali, du Niger, du Burkina Faso et du Tchad — à un déjeuner dans le but de favoriser le processus de coordination régionale, avec un accent sur les questions de sécurité et de développement.

La réunion se veut un signal fort de l'engagement de la CE sur la résolution de la crise sahélo-sahélienne. José Manuel Barroso a salué l'initiative de la création de ce groupe. «Le G5 constitue une nouvelle illustration de la volonté des chefs d'État du Sahel de créer ensemble les conditions de développement de leurs pays et de leur sécurité collective. L'Union européenne se tient à leurs côtés et elle est déterminée à poursuivre et renforcer la mise en œuvre de sa stratégie pour le Sahel», a-t-il déclaré.

Il a réitéré l'engagement de l'UE à promouvoir la stabilité et le développement dans le Sahel, en appui aux États et aux organisations régionales, en étroite coordination avec les Nations unies et l'Union africaine notamment.

Ainsi, ce sont 5 milliards d'euros qui ont déjà été mobilisés par l'UE à cette fin pour la période 2014-2020, dans le cadre des mécanismes de coordination internationale existants, en particulier la plateforme de coordination internationale pour le Sahel présidée par le Mali, dans un souci de transparence, de prévisibilité de l'aide et d'efficacité.

La situation globale du Sahel s'est améliorée depuis les opérations militaires françaises au Mali et la reprise sous contrôle du nord du pays. Ce qui manque aujourd'hui, c'est une coordination régionale et internationale de qualité.

De notre envoyé spécial à Bruxelles, Noël Ndong

FRANCE

Manuel Valls confirme les orientations de son gouvernement

Au lendemain de son discours de politique générale et du vote de confiance des députés, le Premier ministre français Manuel Valls a juré mercredi que le programme qu'il avait annoncé la veille était bien celui du président François Hollande.

«Nous voulons créer les conditions qui permettent à l'économie française et à nos entreprises d'être performantes (...) Nous avons besoin que notre économie soit beaucoup plus performante et attractive», a expliqué mercredi matin Manuel Valls sur la chaîne d'information BFM TV. Pour ce faire, le chef du gouvernement français a promis une baisse du coût du travail de 30 milliards d'euros d'ici à 2016, qui passera notamment par une suppression des charges pour l'employeur d'un salarié payé au Smic au 1er janvier 2015. S'ajoutera également un allègement des charges patronales pour les salariés payés entre 1 et 1,6 Smic, a prévenu le Premier ministre. Ces allègements devraient permettre aux personnes concernées «d'avoir du pouvoir d'achat».

Pour financer ses mesures, Manuel Valls a assuré qu'il n'y aura «pas de recours à l'impôt car les Français ont été assommés depuis 2010 par près de 60 milliards d'impôts», a-t-il admis, ajoutant qu'«il

faut d'abord baisser les dépenses publiques pour ensuite baisser les impôts». Le nouveau locataire de Matignon a par ailleurs estimé que la France «vit au-dessus de ses moyens». «Nous voulons des réformes de structure pour réduire les déficits», a-t-il lancé, admettant que le précédent

gouvernement «n'a pas été assez vite». Manuel Valls avait annoncé mardi devant le Parlement son ambition de réduire de «moitié» le nombre de régions françaises. «Les deux Normandie peuvent fusionner», a-t-il pris comme exemple sur BFM TV mercredi.

Pour ce qui est de l'allègement du «millefeuille territorial», il a répété que «les conseils généraux pourront discuter ensemble» mais que la loi sur la réforme territoriale imposera un cadre dès le 1er janvier 2017. Sur le sujet, «le débat ne fait que commencer», a-t-il assuré tandis que les «conseils départementaux pourraient disparaître à l'horizon 2021». Le chef du gouvernement français a également abordé d'autres sujets tels



Manuel Valls

que la réforme pénale, que «sera débattue avant l'été à l'Assemblée nationale» et qui vise notamment à lutter contre la récidive.

Il a aussi évoqué l'écotaxe, estimant que «l'on ne peut pas ne pas écouter ce qui s'est passé en Bretagne», avec les manifestations organisées par le collectif des Bonnets rouges, et qu'«on ne peut pas dire qu'il faut écouter les Français et ne pas entendre le message des Bretons», a-t-il expliqué.

Enfin, le Premier ministre a eu un mot sur sa collaboration avec le président Hollande : «Il m'a nommé, il est président de la République, je suis Premier ministre. Nous devons former une équipe pour faire gagner la France», a-t-il conclu.

Xinhua

TRADE MARK

Heineken[®]
open your world


UEFA
**CHAMPIONS
LEAGUE**[®]



— EN ROUTE POUR LA —
FINALE



SOLIDARITÉ

Jean-Claude Gakosso assiste les artistes malades

La visite du ministre de la Culture et des arts auprès des artistes malades s'inscrit dans le cadre de son agenda 2014. Elle est surtout une reconnaissance à l'égard de tous ceux qui ont marqué de leurs œuvres le Congo.

Dans l'agenda 2014 du ministre de la Culture et des arts, il a été prévu non seulement la promotion des artistes et de leurs œuvres mais aussi d'accorder une attention à ceux qui sont devenus inactifs suite à une maladie. C'est ce qu'il a fait tout récemment en allant soutenir et promouvoir les écrivains congolais au dernier Salon du livre de Paris (France) du 20 au 25 mars 2014.

Le mercredi 9 avril, le ministre Gakosso a sillonné quelques quartiers de Brazzaville, en véhicule et parfois à pied dans des zones enclavées, pour manifester la reconnaissance de la nation envers ces messieurs qui ont tant fait dans le domaine de la culture et des arts. Il s'agit des artistes musiciens et peintres malades.

Cette ronde a débuté au quartier Mbemba-Landou à Madi-bou, dans le huitième arrondissement de Brazzaville. Ici vit Ignace Nkounkou plus connu sous le pseudonyme de Master Mwana Congo qui est très souffrant depuis quelques années. Cet artiste a dit son émotion suite à cette visite d'un membre du gouvernement à son domicile. Pour lui, cette visite est celle d'un ange guérisseur. La délégation ministérielle s'est ensuite dirigée à Mpissa (Bacongo) dans le deuxième



Jean-Claude Gakosso accueilli par Chairman Jacques Koyo



Hermann Ngassaki



Célestin Nkouka dit Ya Celio



Ignace Nkounkou plus connu sous le pseudonyme de Master Mwana Congo

arrondissement, où le ministre a rendu visite à Hermann Ngassaki, ancien sociétaire d'Extra musica zangul. Récemment hospitalisé, mais actuellement en période de convalescence chez lui, il a été frappé par des accidents vasculo-cardiaques (AVC). Non loin de là, précisément à la commune de Bacongo, Jean-Claude Gakosso

s'est rendu au domicile de l'artiste musicien Célestin Nkouka dit Ya Celio. Cette visite n'est pas passée inaperçue car, alertée, la population environnante a pris d'assaut l'extérieur du domicile de l'artiste. En dehors des musiciens, le ministre a visité l'un des doyens de la peinture congolaise, Guy Léon Fylla. C'est un homme très af-

faibli par l'âge et la maladie que Jean-Claude Gakosso a retrouvé à son domicile de Moun-gali dans le quatrième arrondissement de Brazzaville. De l'autre côté de la ville, à Talangaï, le sixième arrondissement, vit un autre artiste également malade : Chairman Jacques Koyo.

Ici et là, le ministre de la Cul-

ture et des arts, n'a pas qu'apporté le réconfort moral. Il a remis des enveloppes pour permettre aux artistes malades de faire face à certains besoins médicaux. «*Je ne fais que mon devoir*» ; «*La République ne vous a pas oublié*», pouvait-on entendre déclarer le ministre.

Bruno Okokana

THÉÂTRE

Germaine Ololo, une artiste pluridisciplinaire

Comédienne, conteuse et directrice de la compagnie théâtrale Issima, Germaine Ololo prépare le Festival international d'expression féminine, qui se tiendra du 14 au 18 mai à Pointe-Noire.

Organisé en partenariat avec le réseau Arterial Network, le Festival international d'expression féminine, créé en 2002, en est à sa troisième édition. Cet espace permet de promouvoir le talent des femmes à travers différentes disciplines artistiques (musique, théâtre, conte, peinture, cinéma...).

En prélude au lancement de l'événement, la compagnie Issima organise du 6 au 10 mai un atelier de formation en gestion administrative des structures culturelles pour les



Germaine Ololo acteurs culturels. Cette compagnie œuvre dans la promotion culturelle

et artistique et dans la formation, de façon ponctuelle, à travers des séminaires et ateliers faisant partie des événements culturels. Différentes prestations de comédiens et comédiennes seront présentées durant ce festival.

«*J'ai suspendu pour le moment les représentations à cause du Festival international d'expression féminine. Je vais les reprendre après. Je me lance également dans les préparatifs du Fiadol [Festival international de Dolisie] qui se tiendra en juillet. Il est organisé dans le cadre des activités du chapitre national congolais du réseau panafricain Arterial Network dont j'assure le secrétariat général national*», précise Germaine Ololo.

Se former pour former les formateurs

Germaine Ololo est aussi formatrice et a longtemps œuvré dans l'encadrement des jeunes. Pour autant, elle continue à se former : «*Je suis en train de me former pour la formation des formateurs. J'organise des formations avec les formateurs nationaux et internationaux pour la professionnalisation des acteurs du secteur créatif.*»

Enseignante et hôtelière de formation, la comédie est l'une de ses passions. Elle a été guidée par des maîtres dès la classe de CE1. «*Je me suis lancée en 1995 avant de mettre en place la compagnie Issima en 2004*», explique-t-elle. Elle interprète souvent des pièces d'auteurs africains et européens. Trois de ses créations sont disponibles, en solo et en duo.

La comédienne s'indigne des diffi-

cultés rencontrées dans l'accomplissement de son art. «*Les difficultés sont innombrables. L'absence de lieux de représentation des œuvres est déjà un handicap énorme, les autres difficultés ne sont que les conséquences de ce manque criant.*»

Germaine Ololo lance un appel à toutes les personnes sensibles à la promotion des valeurs culturelles pour l'aboutissement de ses projets. «*L'État doit mettre en place une nouvelle loi d'orientation de la politique culturelle au Congo, surtout l'installation de plateformes de dialogues, d'échanges et de coopération entre les pouvoirs publics et les acteurs culturels pour un réel développement économique et culturel*», explique-t-elle.

Rosalie Bindika

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1 : 32^e journée

Prince Oniangue était titulaire lors de la défaite de Reims à Paris (0-3). Placé très haut dans le dispositif rémois, en meneur de jeu, Oniangue a essayé de presser haut le porteur du ballon parisien et de s'imposer dans le jeu aérien sur les coups de pied arrêtés, sans succès. Avant d'être remplacé à la 79^e, il a touché 34 ballons (2 duels gagnés pour 6 perdus, 93% de passes réussies, 2 tirs, dont 1 cadré). Une belle reprise captée par Sirigu à la 52^e.

Remplaçant au coup d'envoi du match Guingamp-Montpellier (1-2), Ladislav Douniama est rentré à la pause. Très actif, il s'est vite mis en évidence avec une récupération



Ladislav Douniama a effectué une entrée dynamique lors de la défaite de Guingamp face à Montpellier (© DR)

dans les pieds de Jebbour suivie d'une passe pour Yatabaré qui ne convertit pas l'offrande (47^e). Quelques minutes plus tard, Douniama réalise un bon appel en profondeur et est bien servi : gêné par Hilton, à la limite de la faute, il perd son duel face à Jourden qui dégage en corner (76^e), sur lequel Alaoui expédiera sa tête sur la barre. Sur un nouveau corner, Douniama hérite du ballon et trouve Sorbon, qui ne parvient pas à redresser. Trop altruiste à la 74^e, il sert Yatabaré en position de hors-jeu au lieu de ten-

ter le tir.

Giannelli Imbula était titulaire lors de la victoire de Marseille face à Ajaccio (3-0), sous les yeux de Brice Samba junior, remplaçant. Le milieu de terrain n'a pas encore retrouvé le niveau qui était le sien l'an passé et en début de saison : 39 ballons joués, 4 gagnés, 5 perdus, 91% de passes réussies, 1 tir non cadré avant d'être remplacé à la 70^e.

Ligue 2 : 31^e journée

Dominé et mené au score, avec une passe décisive de Jordan Nkololo, Châteauroux égalise à Clermont grâce au superbe but de Christopher Maboulou : entré à la 15^e et placé en pointe, Maboulou a d'abord été d'une grande discrétion avant la pause. Mais à la 51^e, il hérite d'un ballon contré à l'entrée de la surface et efface deux défenseurs avant de tromper Farnolle, le gardien béninois de Clermont, de près. Son 9^e but de la saison, qui permet à Châteauroux de faire un pas supplémentaire vers le maintien. Auteur d'un tir contré en fin de match et averti à la 57^e.

Longtemps dans le trio de tête, Angers lâche prise au pire moment : sévèrement battu à Arles (0-3), le SCO est désormais cinquième, à trois longueurs du podium. Titulaire sur la gauche d'une défense à cinq, Arnold Bouka Moutou a joué toute la rencontre.

Une victoire de plus pour Brest et son médiateur, Oscar Ewolo, sur le terrain de Troyes (2-0). Treizième avec 14 points, Brest est en train d'assurer son maintien en Ligue 2. Rappelons que depuis l'intégration d'Ewolo dans le staff, Brest a gagné 6 matchs sur 9 (2 nuls et 1 défaite). Tobias Badila n'était pas dans le groupe de Nancy, vainqueur 1-0 à Nîmes.

Azerbaïdjan : 29^e journée, 1^{re} division

Bruce Abdoulaye, titulaire en défense centrale, et l'Inter Bakou s'imposent à Simurq (1-0) et remontent sur la troisième place du podium. L'équipe de l'ancien Clermontois compte trois points de retard sur le second et treize sur le leader, Qarabag.

Le leader, qui l'a emporté 2-0 à AZAL, sans Ulrich Kopolongo, n'avait pas été convoqué.

Bulgarie : 5^e journée des play-offs, 1^{re} division

Fodé Doré était titulaire lors de la victoire du Botev Plovdiv face au Litex Lovech (2-1). Manque de réalisme aux 20^e et 27^e minutes. Remplacé à la 59^e. Son équipe est désormais quatrième à 4 points du podium.

Espagne : 33^e journée, 2^e division

Titulaire, Dominique Malonga a ouvert le score au bout d'une minute face à Sabadell (2-0 score final) : lancé dans l'axe, l'ancien Monégasque a tenté sa chance à l'entrée de la surface, mais sa frappe contrée par un défenseur lobe finalement le portier. Actif, il s'est créé deux autres occasions avant de sortir à la 57^e. Murcie est 8^e, à deux points de la réserve de Barcelone.

Espagne : 32^e journée, 3^e division, groupe A

Sans John-Christopher Ayina, resté sur le banc, le Racing Santander bat Burgos (1-0) et conforte sa place de leader (+7 sur son dauphin).

Grèce : 33^e et avant-dernière journée, 1^{re} journée

Sans Delvin Ndinga, non retenu, l'Olympiakos chute à Giannina (0-2). Rappelons que la formation hellénique est déjà assurée du titre de champion.

Russie : 24^e journée, 1^{re} division

Le Dinamo Moscou coule sur le terrain de l'Anzhi Makhachkala (0-4). Titulaire face à son ancien club, Christopher Samba a souffert, à l'image de la défense moscovite. Battu de l'épaule, puis pris de vitesse par Bukharov sur le second but, il est remplacé à la 46^e. Averti à la 20^e.

Camille Delourme

NÉCROLOGIE

Mme la ministre Yvonne Adélaïde Mougany, le colonel de police à la retraite Edgard Mougany et famille ont la profonde douleur de faire part du décès de leur patriarche Mougany Edouard survenu le 3 avril à Paris (France).

La Veillée se tient au n° 1802 avenue des Trois Martyrs Quartier Batignolles, non loin du croisement avec Le Boulevard Denis-Sassou-N'Guesso, en face de la pharmacie Destin. La date d'arrivée des restes mortels et le programme de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.



PROGRAMME DES OBSÈQUES DE BENES CHRISHNA KANGA

Mme Charlotte Apendi et les enfants Adzodié (Dénise, Édith, Isabelle et Nély), informent, parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur fils, neveu, petit-fils, Benes chrisna Kanga, décédé le vendredi 4 avril à Pointe-Noire, se présente comme suit :

Date : jeudi 10 avril

15h00 : Arrivée de la dépouille mortelle à Brazzaville

Vendredi 11 avril

-9h : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville

-10h : recueillement au domicile familial sis n°171 de la rue Saint-Paul (arrêt de bus Mboulé Talangaï, Petit chose)

-14h 00 : départ pour le cimetière privé Bouka

-16h : retour et fin de la cérémonie



IN MEMORIAM

Huit (8) avril 2011 – 8 avril 2014, voilà trois (3) ans que vous nous aviez quitté monsieur Mobie Angaby Emile Roger (Alias chef Etat-major), le temps qui passe n'efface pas le souvenir, que tous ceux qui l'ont connu joignent leurs prières aux nôtres : veuve Blandine, les enfants, petits frères, neveu et petits fils.



COMMUNIQUÉ

Report de l'assemblée générale ordinaire de l'association des anciens enfants de troupe du Congo

Le Bureau Exécutif National de l'association des anciens enfants de troupe du Congo porte à la connaissance des présidents des promotions des anciens enfants de troupe, que l'assemblée générale ordinaire des AET, initialement prévue pour le 30 mars 2014, puis le 12 avril 2014, aura finalement lieu le dimanche 27 avril 2014 à partir de 15h00 au cercle mess des officiers.

Le président et le bureau exécutif national présentent leurs fraternelles excuses pour le désagrément causé.

Pour Le Bureau Exécutif National

Le secrétaire général
AET René NGANONGO

BASKETBALL

Le week-end des Congolais de la diaspora en France

Pro A : 26^e journée

Dans le sillage de Nobel Boungou Colo, meilleur joueur du match avec +26 d'évaluation, Limoges bat Gravelines (61-54) et conforte sa place de leader. L'ailier congolais a joué 36 minutes pour 25 points (5/11 aux tirs, 4/8 aux tirs primés et 3/3 aux lancers francs), 9 rebonds (dont 5 offensifs), 1 bloc défensif, 1 tir contré, 2 interceptions, 3 pertes de balle et 2 fautes commises pour 4 subies.

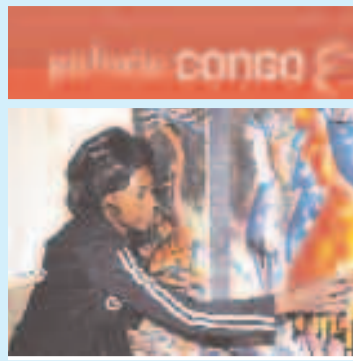
Toujours privé de Giovan Oniangue, blessé, Paris-Levallois chute à Cholet (64-68). Mais reste dans le bon wagon pour les play-offs (5^e).

Sans Paccelis Morlende, forfait pour la fin de saison, l'ASVEL s'impose sur le fil face à Antibes (73-72). Villeurbanne est 8^e et s'accroche à la dernière place qualificative pour les play-offs.

Pro B : 38^e journée

Boulogne-sur-Mer balaie Hyères-Toulon (87-62). Loïc Akono a été performant avec 14 points, 8 passes décisives, 3 interceptions, 1 perte de balle, 1 faute commise pour 3 subies et +21 d'évaluation en 20 minutes.

C.D.



ANNONCE

Le Musée Galerie du Bassin du Congo présente du 14 avril au 14 juin 2014, l'exposition spéciale de l'artiste peintre-sculpteuse congolaise, Rhode Bath-Schéba Makoumbou. Thème de l'exposition : Du rappel au repère » sculptures contemporaines. Adresse: 84, bld Denis Sassou N'Guesso, Immeuble Les Manguiers (Mpila) dans l'enceinte "Des Dépêches de Brazzaville"




Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
 ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
 ASSURANCE MALADIE
 ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE INCENDIE
 ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
 ASSURANCE GLOBALE BANQUE ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
 Protégez votre entreprise dès maintenant!



AMC Telecom

VIVA NET

Installez Internet + un routeur Wifi à **123.000 FCFA**

Bénéficiez d'une Connexion Haut Débit de 1 Mbps à partir de **30.000 FCFA**

Brazzaville : Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, République du Congo
 Pointe-Noire : Avenue Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), République du Congo
 Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
 Courriel : support@amc-telecom.com
 Web : www.amc-telecom.com



Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

Acer Celeron (Rouge et Gris)



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD, 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC




Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34/ 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com



M. Twanga de Tidet Brice Murille et famille annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de Twanga Tidet Yala dia Fouetolo survenu le 1^{er} avril des suites d'une longue maladie. La veillée mortuaire se tient à son domicile à Moukondzi Nguaka. L'inhumation est prévue pour le vendredi 11 avril au cimetière Loukanga 2

NÉCROLOGIE

Jeudi 10 Avril :
 -Mise en bière à la morgue municipale de Pointe-Noire (le corps reste à la morgue après la mise en bière)
 Soir : Grande veillée (Animation Bane Bu Siane)

Vendredi 11 Avril :
 10h00 : Levée du corps à la morgue pour l'église Notre Dame (Centre ville)
 11h00 : Messe, oraison funèbre après l'Eucharistie «avant de l'Abbé Pambou»
 13h00 : Départ de l'Eglise Notre Dame pour l'Aéroport Agosthino Neto Formalités
 18h00 : Départ du corps pour Brazzaville par le vol TAC

Samedi 12 Avril 2014 :
 9h00 : Départ de la dépouille mortelle pour Bangui (République Centrafricaine) par le vol TAAG.



Parfait Wilfried Douniama, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, la veuve Bongo, née Essama Bora Henriette et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, de la disparition tragique le 8 avril à Brazzaville, de leur petit frère et fils, Bongo Gockard «Gogo». La veillée mortuaire se tient au n° 1 de la rue Ngonny, à Talangaï, arrêt de bus PSP Kibeliba. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

Store
OFIS



155.000
FCFA HT



Réf.16050103

Extension garantie
1 an
retour atelier
30.000 FCFA HT

#21 020 200

Initiation Bureautique
50.000 FCFA HT

#21 110 009

Ordinateur

Dell Optiplex GX755
Intel Core Duo
RAM : 1Go
Windows Original
Disque Dur 80Go
Garantie 90 jours

LibreOffice + **Antivirus Microsoft®**
The Document Foundation
Offerts

- **Initiation Bureautique de base. Une demi journée de formation.**
- **Extension de garantie 1 an retour Atelier. Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.**



CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

Tél.: 06 600 0000

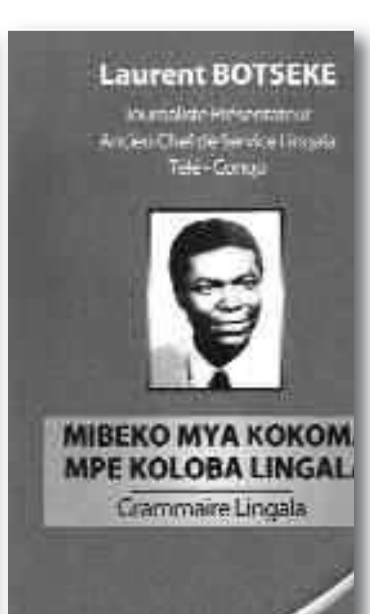
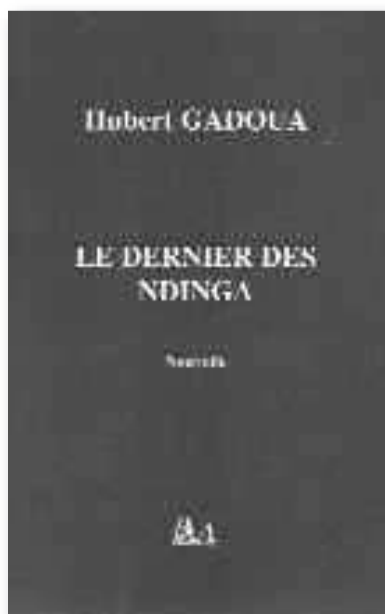
Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

Tél.: 01 600 0000

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"





BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

Direction des Ressources Humaines
Service Recrutement et Intégration

OFFRE D'EMPLOI

Code : BZV3/03/2014

CHARGE DE LA GESTION DES CARRIERES (H/F)

Afin de répondre à ses objectifs de croissance, BGFIBank CONGO, recherche un assistant RH chargé de la Gestion des Carrières.

Descriptif du poste

Rattaché(e) au Département Formation, Développement des Compétences et Gestion des Carrières, vous devez, dans le cadre de vos fonctions, assurer le développement des compétences et performances de l'ensemble du personnel de BGFIBank CONGO.

Vos principales missions

- Faire la mise en œuvre effective et le suivi du dispositif de gestion des carrières ;
- Collecter, classer et suivre au quotidien les fiches de poste et d'objectifs
- Organiser les évaluations à mi-parcours et de fin d'année
- Gérer la mobilité interne du personnel ;
- Mettre en place les outils de gestion et de pilotage de l'activité ;
- Gérer et mettre à jour les fiches emplois types
- Réaliser et analyser les différents Reporting.

Descriptif du profil

- Vous avez une formation supérieure de type Ecole ou équivalent universitaire, de niveau Bac+4/5 en Ressources Humaines ou une formation en lien avec le poste proposé ;
- Vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum dans le domaine ;
- Vous avez une bonne capacité d'analyse et de synthèse, organisé et de rigoureux, doté (e) de qualités rédactionnelles et relationnelles, vous êtes également force de proposition ;
- Connaissance de l'anglais serait appréciée.

Constitution du dossier de candidature (documents obligatoires)

- Un CV actualisé et détaillé
- Une lettre de motivation
- Copies certifiées du dernier diplôme et ou attestation

Contact :

Cette offre vous intéresse ? Merci de postuler à l'adresse suivante en spécifiant le poste à pourvoir dans l'objet du mail :

recrutement.bgfibankcongo@bgfi.com

Validité de l'offre : jusqu'au 15 Avril 2014



PRÉSIDENTIELLE 2016

La candidature d'Étienne Tshisekedi au menu du prochain congrès de l'UDPS

C'est son directeur de cabinet Albert Moleka qui l'a annoncé dans une récente intervention médiatique précisant que le président de son parti est préoccupé pour le moment par « la récupération de l'impérialisme et de l'effectivité du pouvoir ».

Directeur de cabinet et porte-parole d'Étienne Tshisekedi wa Mulumba, Albert Moleka, laisse dans l'expectative de nombreux militants et sympathisants de son parti en alléguant que la position du leader de l'UDPS en rapport avec les élections de 2016 sera connue lors du prochain congrès prévu en décembre 2015. Dans une intervention sur la radio onusienne captée à Kinshasa, ce cadre de l'UDPS a affirmé que la candidature d'Étienne Tshisekedi à la présidentielle de 2016 sera

leader de l'UDPS physiquement épuisé à l'horizon 2016. Si non, l'on aurait déjà capté certains signes annonciateurs de cette candidature au niveau du parti empêtré depuis peu dans une nonchalance extrême qui trahit une absence de projection par rapport aux enjeux à venir. Entretiens, la controverse actuelle autour de la modification de la Constitution justifierait le peu d'intérêt affiché par « Ya Tshishi » sur les élections de 2016 pour lesquelles Albert Moleka indique qu'il n'y a plus beaucoup de personnes qui y croient.

Parlant de ses relations avec Étienne Tshisekedi que certaines langues ont présenté comme tumultueuses, Albert Moleka a démenti toute forme de brouille tout en qualifiant les incidents re-



Étienne Tshisekedi

discuté au cours des dites assises qui en lèveront certainement l'option, sans donner plus de détails. À l'en croire, le fait de concourir ou non à ce challenge n'intéresse pas pour l'instant le lider maximo plutôt préoccupé par « la récupération de l'impérialisme et de l'effectivité du pouvoir ». C'est dire qu'Étienne Tshisekedi qui se considère toujours comme le président réellement élu au terme des scrutins de 2011 continue de faire de cette question une obsession au nom du rétablissement de la vérité des urnes. Et pourtant, beaucoup d'eau a coulé sous le pont depuis lors.

Le mutisme observé par le concerné au sujet de sa participation à la présidentielle de 2016 renforce les spéculations notamment sur son état de santé présenté par une certaine opinion comme de plus en plus préoccupante. Ses récents déplacements, quoique de routine, aux cliniques universitaires avaient suffi pour alimenter les ragots au point de vite confirmer l'indisponibilité du

layées récemment dans la presse de familiaux sans aucune relation avec sa fonction. « J'ai eu des rapports concernant certains articles de presse et sur les réseaux sociaux répandant des nouvelles certaines aussi loufoques les unes que les autres. Tout ce que je peux dire pour édifier nos militants et les auditeurs est que je suis directeur de cabinet d'Étienne Tshisekedi et son porte-parole. Il n'y a jamais eu aucun problème entre lui et moi ni entre moi et les instances du parti », a-t-il déclaré.

Livrant sa perception par rapport aux élections de 2016, il a invité les acteurs politiques et de la société civile à œuvrer « pour qu'il y ait réellement des élections transparentes, démocratiques, crédibles qui permettent aux Congolais d'élire effectivement leurs dirigeants ». Tirant les leçons des scrutins passés, il les a exhortés à faire en sorte que « les choix des Congolais dans l'urne se traduisent exactement dans la publication et la proclamation des résultats ».

Alain Diasso

TRANSFÈREMENT À LA CPI DES FUGITIFS DU M23

Kinshasa attend des actes concrets de l'Ouganda

Que le pays de Yoweri Museveni accepte enfin de livrer ceux qu'il avait à l'époque soutenu financièrement et militairement, cela requiert prudence et sagesse de la part du gouvernement congolais, estiment maints observateurs.

L'annonce faite récemment par l'Ouganda de coopérer étroitement avec la justice congolaise et la justice internationale en vue d'obtenir le transfert de certains membres du M23 reconnus coupables des crimes de guerre à la CPI continue de faire jaser. « Nous sommes fatigués d'être accusés de soutenir les rebelles congolais », avait récemment lâché un officiel ougandais. Une déclaration décryptée dans certains milieux intéressés comme l'expression de la bonne foi de Kampala à coopérer avec les autorités de la RDC à ce sujet. L'Ouganda qui, au départ, voyait d'un mauvais œil l'éventualité d'extrader les rebelles du M23 réfugiés sur son sol et responsables des crimes odieux pendant la période d'occupation du M23 au Nord-Kivu, paraît retrouver la raison. Une volte-face qui surprend lorsqu'on sait qu'il y a peu, le pays de Yoweri Museveni avait fait montre de beaucoup de sollicitude à l'endroit des dirigeants civils et militaires du M23 qui avaient gagné son territoire après le revers subi au Nord-Kivu au point de réserver une fin de non recevoir à toute

requête d'extradition formulée par la RDC.

Actuellement, les dernières statistiques renseignent que l'Ouganda héberge plus d'un millier de membres du M23 (civils et militaires). Le Rwanda, quant à lui, en compterait plus de cinquante. Et 10% des membres du M23 réfugiés en Ouganda seraient concernés par des poursuites judiciaires parce que suspects de viols, d'exécutions sommaires et de recrutement d'enfants soldats pendant la période de rébellion armée perpétrée à l'est de la RDC.

Que l'Ouganda accepte de livrer ceux qu'il avait à l'époque soutenu militairement et financièrement, cela requiert prudence et sagesse de la part du gouvernement congolais, estiment maints observateurs. Quand bien même la décision ougandaise a été saluée par les officiels congolais qui y perçoivent un signe de dégel dans les relations, une circonspection est donc requise pour mieux décrypter l'attitude du gouvernement ougandais. Ce dernier développement intervient au moment où plusieurs sources concordantes font état de la présence des militaires ougandais sur quelques collines du territoire de Rusthuru (Nord-Kivu). Pendant que les raisons de cette incursion sont loin d'être connues et que la RDC s'apprête à rendre publique la liste des personnes éligibles à la

loi d'amnistie, l'annonce de l'Ouganda de coopérer au transfèrement à la CPI des criminels de guerre du M23 réfugiés sur son sol apparaît, aux yeux de certains, comme une diversion. Que l'Ouganda qui, au lendemain de la publication du dernier rapport de l'ONU imputant au M23 la responsabilité de « graves violations du droit humanitaire international », avait rejeté toute poursuite contre les responsables de cette rébellion, puisse aujourd'hui se remettre en cause, c'est qu'il y a bien anguille sous roche, se convainc-t-on.

Au niveau du gouvernement congolais, on se félicite de cette nouvelle lecture ougandaise tout en évitant de sombrer dans un triomphalisme suicidaire. « C'est une très bonne chose dans la mesure où l'Ouganda s'était engagé dans l'accord-cadre signé à Addis-Abeba en 2013 de coopérer avec la justice internationale et avec la justice des pays signataires. On a eu à un moment donné une impression de flottement. Je pense ainsi que tout rentre dans l'ordre à partir du moment où ce sera suivi des faits », avait laissé entendre le porte-parole du gouvernement Lambert Mende. Kinshasa qui préfère le prendre au mot en lui accordant le bénéfice de la présomption de bonne foi, attend juger Kampala aux actes. Les prochains jours nous en diront plus.

A.D.

RDC-BELGIQUE

Signature d'un nouveau programme indicatif de coopération de 80 millions d'euros

La cérémonie a également consacré la formalisation de cinq nouveaux projets de coopération pour un montant de 26,250 millions d'euros, pour la construction des logements pour les familles des militaires formés par des instructeurs belges à Kindu et Lokandu dans la province du Maniema.

Le nouveau programme indicatif de coopération (PIC) intermédiaire 2014-2015 a été signé à Bruxelles par le ministre belge de la Coopération au développement, Jean-Pascal Labille, et le ministre congolais des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, qui représentait la RDC au 4^e sommet UE-Afrique. À ce programme s'ajoute l'appui aux infrastructures dans le grand Kivu dans l'est de la RDC, rapporte l'agence Belga.

Ce programme couvre les secteurs prioritaires dont l'agriculture et le désenclavement rural, l'enseignement technique et la formation professionnelle ainsi que la santé. Ce dernier secteur fait ainsi son retour dans la coopération bilatérale entre

Bruxelles et Kinshasa après avoir été quelque peu délaissée durant quatre ans. Les districts du Kwilu et du Kwango dans la province du Bandundu, de la Mongala et du Sud-Ubangi dans l'Équateur, de la Tshopo en Province Orientale ainsi que les provinces du Maniema, du Katanga et du Kasai Oriental constituent les zones géographiques de concentration du projet.

Le ministre belge de la Coopération au développement, Jean-Pascal Labille, a indiqué que son pays a dégagé trente millions d'euros supplémentaires pour le nouveau programme d'appui aux infrastructures dans le grand Kivu, qui couvre la période 2014-2016. « Nous avons beaucoup travaillé pour que le taux d'engagement de ces programmes s'accroisse de façon substantielle », a-t-il souligné à l'agence Belga, lequel est ainsi passé, en un an, de 34 % à un peu plus de 64 %. Ce projet bénéficie spécifiquement aux provinces du Nord et du Sud-Kivu durablement affectées par des dé-

cennies de conflit, mais en voie de pacification grâce à l'action conjuguée de l'armée congolaise et des casques bleus de l'ONU contre les groupes armés congolais et étrangers.

Pour sa part, le ministre congolais des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, souligne que ces programmes de la coopération belge contribuent à aider le gouvernement congolais à rencontrer les besoins les plus urgents des populations dans les zones où l'État en a le plus besoin.

L'une des priorités du gouvernement de Kinshasa, précise-t-il, est le rétablissement de la paix et de la sécurité et le renforcement de la présence de l'État particulièrement dans la partie Est de la RDC. Pour information, ce programme récemment signé est un programme « intermédiaire » ou de « consolidation » entre celui qui couvrait la période 2010-2013 et le futur programme de coopération que va mener l'Union européenne en RDC à partir de 2016.

Gypsie Oïssa Tambwe

DÉVELOPPEMENT RURAL

Un projet de renforcement des infrastructures socioéconomiques

Ce projet qui est financé par la Banque africaine de développement (un prêt et un don) pour une durée de soixante mois, cible deux provinces du centre du pays : Kasai Oriental et Kasai Occidental.

Le projet de renforcement des infrastructures socioéconomiques (Prise) devra couvrir cinq zones prioritaires de développement définies par le programme du gouvernement pour la période allant de 2012 à 2016, avec une population estimée à 8207041 habitants qui représente 12% de la population globale de la RDC.

L'objectif est donc d'assurer l'amélioration des taux d'accès aux services d'eau potable et d'assainissement, de scolarisation et d'accès aux soins de santé des populations des deux Kasai. Une fois réalisés, les ouvrages et activités de ce projet permettront de satisfaire les besoins en infrastructures d'eau et d'assainissement d'environ 2616700 personnes réparties dans les deux provinces dont près de 2515000 individus directement concernés par l'eau potable, 101700 directement par l'assainissement collectif.

Facilité en faveur des États fragiles et Fonds fiduciaire de l'initiative pour l'alimentation en eau potable et assainissement

en milieu rural, le PRISE garantira l'atteinte des objectifs du PEASU (Projet eau potable et assainissement en milieu semi urbain) à travers l'installation de groupes électrogènes pour assurer le fonctionnement du système d'AEP de Tshikapa dès son achèvement, et l'élaboration d'une étude pour la réalisation d'une centrale hydro-électrique en vue d'une solution durable à la question de l'énergie du système d'AEP de Tshikapa.

Projet reparté en trois composantes (développement des infrastructures, Études et renforcement de capacités et Coordination et gestion du projet), le PRISE comprend un volet rural et un volet urbain. Le premier volet, qui est une composante du Plan quinquennal 2013-2017 du Programme national village et écoles assainis (PVEA), est identifié à partir du programme national d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural élaboré sur financement du FAD. Le volet urbain, quant à lui, concerne la réalisation du système d'ali-

mentation en eau de la ville de Mbuji-Mayi, principal centre urbain de la province, en coordination avec la BADEA et la KFW, et la fourniture de l'énergie électrique pour le fonctionnement de l'usine d'alimentation en eau potable de la ville de Tshikapa en cours de réalisation dans le PEASU. À l'issue des cinq années d'exécution, ce projet devra produire les résultats ci-après : 60 mini-systèmes d'AEP dont 10 solaires, 272.100 ml du réseau d'AEP de Mbuji-Mayi, 3 châteaux d'eau ; 494 latrines publiques ; 60 centres de santé ; 6 écoles ; un centre multifonctionnel genre de Mbuji-Mayi ; le suivi/contrôle des travaux ; la mise en place et la formation de 60 associations d'usagers de l'eau (ASUREP) ; le renforcement des capacités des ministères impliqués dans les activités du projet ; le renforcement des capacités des femmes pour le développement des activités génératrices des revenus et le renforcement des capacités des acteurs locaux.

Gypsie Oïssa Tambwe

KATANGA

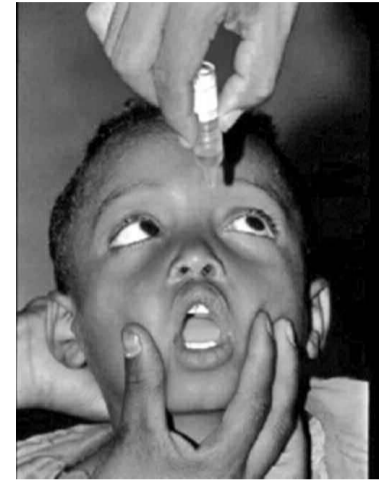
Des enfants vaccinés contre la poliomyélite et la rougeole

Il y a aujourd'hui plus de deux ans que la RDC n'a plus enregistré un cas de poliovirus sauvage. Ce qui montre que le pays est sur la voie d'éradiquer cette maladie invalidante de l'enfance.

La RDC doit renforcer la surveillance pour couper véritablement la chaîne de transmission de cette maladie. Pour ce faire, le ministère de la Santé publique par le biais de son programme élargi de vaccination organise de temps à temps, surtout à l'intérieur du pays, des campagnes de vaccination pour protéger les enfants contre cette maladie. Dans la province du Katanga, précisément dans la zone de santé de Manika à Kolwezi, 81278 enfants dont l'âge varie entre 0 à 5 ans sur 84727 enfants ciblés ont reçu deux gouttes de vaccin polio oral (VPO). Soit 96% des enfants immunisés contre cette pathologie mortelle mais évitable par la vaccination.

elon le Dr Dimitri Lwamba, les enfants ont aussi été vaccinés contre la rougeole. Sur 149282 d'enfants âgés de 0 à 10 ans attendus 136006, soit 91% ont reçu le vaccin anti-rougeoleux. La campagne de vaccination organisée dans les différents sites, fait-il savoir, s'est bien déroulée à travers toute la zone de santé et que la vaccination de routine se poursuit dans les différents centres de santé pour permettre aux parents retardataires de faire vacciner leurs enfants.

Notons que les deux maladies la polio et la rougeole accroissent le taux de mortalité infantile. Il n'existe pas de traitement contre ces deux maladies. Cependant, il est possible de les prévenir par la vaccination qui est la seule arme efficace. Grâce à la vaccination, on note que des progrès ostens-



Seule la vaccination prévient la survenue de la polio

sibles ont été réalisés dans la lutte contre la polio depuis 1988, l'année de l'adoption par la quarante et unième assemblée mondiale de la santé de la résolution visant à éradiquer la poliomyélite dans le monde. C'est ainsi que l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP) est née sous la direction des gouvernements nationaux et de bien de partenaires. Globalement, depuis le lancement de l'IMEP, le nombre des cas a baissé de plus de 99%. En 2012, il ne reste plus que trois pays d'endémie dans le monde : le Nigeria, le Pakistan et l'Afghanistan. La RDC, qui faisait autrefois partie de la zone rouge polio, est aujourd'hui exemptée de cette maladie. et des efforts continuent à être déployés pour que le pays puisse déclarer officiellement l'éradication de cette maladie.

Aline Nzuzi

EXPOSITION D'AFFAIRES

La CCIFC organise la semaine française Kinshasa

La Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise (CCIFC) va organiser, du 26 au 31 mai, à l'Institut français - Halle de la Gombe- à Kinshasa, une semaine française.

Il s'agit d'un événement exceptionnel de promotion de l'offre française en République démocratique du Congo. Ce sera une opportunité de rapprocher les communautés d'affaires en facilitant la mise en relations entre partenaires potentiels, de découvrir les potentialités d'un pays francophone de la taille d'un continent, et de rencontrer des décideurs privés et institutionnels, et de réfléchir, par le biais de conférences, sur l'état actuel de certains secteurs de l'économie congolaise. La CCIFC s'attend à une grande participation à cette Semaine française. Des stands seront érigés à l'Institut français de Kinshasa afin de présenter divers services et offres d'affaires aux décideurs politiques et économiques et au grand public.

À l'ouverture de la Semaine le 26 mai, l'on assistera à l'inauguration du Salon en présence des représentants des gouver-

nements de la RDC et de la France, suivi d'un grand concert franco-congolais. La matinée du 27 mai sera réservée à une conférence sur les « Ressources naturelles (mines et hydrocarbures) » et l'après-midi au « Développement agricole et agropastoral ». Deux programmes concernent la journée du 28 mai, notamment les activités « made in France : French Touch! French Style » et « Infrastructures de transports et de télécommunications ». Le 29 mai sera consacré à « l'Énergie » et au « Commerce et distribution ». Le vendredi 30 mai, l'on suivra « Culture, médias » dans la matinée et « Français des affaires, formation professionnelle, carrefour carrières » l'après-midi. Le 31 mai, la Semaine française s'achèvera sur le thème de la « Responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE) ». La clôture officielle de cette manifestation de la Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise interviendra dans l'après-midi, suivi d'une soirée de gala. Durant toute la semaine, il est prévu des visites des stands de 9 heures à 17 heures, et des divers

ateliers sur l'art de vivre, la cuisine, la création, etc. L'on annonce que le journaliste vedette Philippe Dessaint viendra enregistrer son émission phare "Internationales".

De même, Juan Gomez et Frederic Garat seront présents pour "Appels sur l'actualité" d'une part et "Echo d'ici, échos d'ailleurs" d'autre part.

Notons aussi que la Semaine française sera agrémentée par l'Orchestre symphonique kimbanguiste, le Théâtre de Molière Dandin au Tarmac des Auteurs dans la commune de Kintambo, la Chorale Mgr Luc Gillon, la projection du film « Vive la France », et le concert du rappeur Youssoufa le 30 mai.

Les sociétés désirant s'inscrire ou s'informer sur la Semaine française qu'organise la CCIFC, elles peuvent appeler le niveau de téléphone 0850147226 ou consulter le site <http://www.ccife-rdcongo.org/single-news/n/semaine-francaise/>.

Créée en 1987, rappelle-t-on, la CCIFC s'assigne la mission la promotion et le développement des échanges entre les entreprises françaises et congolaises.

TROÏKA STRATÉGIQUE

Réflexion sur la politique de fixation des tarifs des transports urbains

Le ministre des Transports et voies de communications, Justin Kalumba, a soumis la note y relative en tenant compte de l'impératif de la continuité des services d'entretien et du renouvellement du parc automobile.

La politique de la tarification des transports urbains a constitué un des points essentiels de la quatorzième réunion de la troïka stratégique du lundi 7 avril. Dans la note relative à la fixation des tarifs de transport urbain, le ministre des transports et voies de communication a inscrit cela dans le contexte de la professionnalisation du secteur des transports urbains privés et consécutivement aux inves-

tissements consentis par le gouvernement, mais aussi et surtout par rapport à l'entretien et au renouvellement du parc automobile.

Au regard de certains aspects touchant les matières relevant de la compétence d'autres ministères, en l'occurrence les taxes, il a été demandé au ministre des Transports et voies de communication d'approfondir la réflexion avec l'implication desdits ministères avant son adoption.

Quant au point relatif au suivi de la paie, il a été noté la fin de la paie du mois de mars à Kinshasa et dans les chefs-lieux des provinces et sa poursuite dans les territoires non encore bancari-

sés. S'agissant de la paie du mois d'avril, les éléments y relatifs sont transmis à la Banque centrale et pourra intervenir, comme d'habitude, à partir du 15 de ce mois.

Situation économique et financière

Le cours du cuivre et du cobalt se sont quasiment stabilisés à leur niveau il y a une semaine pour le premier, et trois semaines pour la deuxième matière. Au 3 avril, le prix de la tonne de cuivre était de 6.605,50 USD, contre 6.666,0 la semaine précédente, tandis que celui du cobalt s'est maintenu à 33.670,35 USD.

Les prix du baril de pétrole, au 4 avril, ont accusé un léger recul

sur les deux marchés, affichant 106,44 USD (-1,22%) à Londres, et 101,14 USD (-0,31%) à New York. Au 3 avril, les prix des principaux produits pétroliers sont en hausse à l'exception du blé.

Sur le plan national, le cadre macroéconomique demeure sous contrôle. Le taux d'inflation hebdomadaire s'est maintenu à 0,022%, son niveau d'une semaine avant. En cumul annuel, il est de 0,427 au niveau national. Comparé à l'objectif annuel de 4%, le taux d'inflation à fin d'année serait de 1,597%.

Le marché de change est resté stable. Il y est noté une dépréciation 0,08% à l'indicatif, et une appréciation de 0,16% au paral-

èle. Les réserves internationales présentent une augmentation sensible de 82,08 millions USD, portant le niveau global à 1.876,08 millions USD, couvrant 8,96 semaines d'importations. Le taux directeur de la Banque centrale du Congo est resté à 2,0% et le taux de croissance est estimé à 9,5%.

Au 4 avril, le solde provisoire des opérations financières de l'État du mois de mars indique un excédent de 203,2 milliards de CDF, provenant de 482,1 milliards CDF en recettes, et des dépenses de 278,8 milliards CDF. Le solde net de la TVA à rembourser est 47,1 milliards CDF.

Gypsie Oïssa Tambwe

SANTÉ

Des avancées dans le diagnostic de la tuberculose multirésistante

Dans la lutte contre la tuberculose multirésistante, précisément dans le diagnostic de la maladie, l'OMS note que des progrès sont en train d'être accomplis.

La situation commence à évoluer parce que grâce aux nouvelles technologies, il est aujourd'hui possible de diagnostiquer rapidement la tuberculose et la tuberculose-MR en à peine deux heures.

L'exécution du projet «EXPAND-TB» entendez Étendre l'accès à des nouvelles méthodes de diagnostic de la tuberculose est à la base de ce progrès financé par UNITAID. Ce projet a permis de tripler le nombre des cas de tuberculose multirésistante diagnostiqués dans les pays participants.

Pour la directrice générale de l'OMS, le Dr Margaret Chan, le dépistage précoce de la maladie permettra de soumettre le patient au bon traitement et, par ricochet, arrêter la transmission de cette maladie. «*Il est crucial de diagnostiquer plus tôt et plus rapidement toutes les formes de tuberculose. On augmente ainsi les chances de prescrire le bon traitement et de guérir les patients, et on contribue à arrêter la propagation des formes résistantes aux médicaments.*»

De son côté, le directeur à l'OMS du Programme mondial de lutte antituberculeuse, le Dr Mario Raviglione, pense que le retard en matière d'accès au diagnostic et aux soins de la tuberculose est loin d'avoir été rattrapé, «*mais il est en train de se combler. Grâce à la dynamique de laboratoires modernes, nous sommes sur le bon chemin pour nous occuper enfin de la tuberculose-MR.*»

L'exécution du projet EX-

PAND-TB a permis de traiter davantage de patients avec des médicaments antituberculeux de seconde intention de qualité garantie. Grâce à cette demande, il a contribué à faire baisser d'un tiers le prix des médicaments et des schémas thérapeutiques contre la tuberculose-MR. Les prix ont également diminué pour les fournitures nécessaires au diagnostic.

Avec le projet EXPAND-TB, la lutte contre la tuberculose marque un tournant décisif dans la mesure où une fois diagnostiquée, la maladie peut être vite prise en charge. Alors qu'avant ce n'était pas le cas, il était difficile d'avoir accès aux services de diagnostic, en particulier en cas de tuberculose-MR.

Certains pays ne disposaient que d'un laboratoire central, souvent avec des capacités limitées pour diagnostiquer cette forme de tuberculose. Dans certains cas, les échantillons des patients devraient être envoyés dans d'autres pays pour faire les analyses. De plus, avec les tests classiques, il faut parfois plus de deux mois pour obtenir les résultats.

Mais aujourd'hui, le projet EXPAND-TB permet de diagnostiquer en un temps record la tuberculose-MR. Si cette initiative pouvait être étendue dans d'autres pays, cela sauverait les vies de nombreux malades qui ne savent même pas accéder à un diagnostic fiable, ce qui compromet leurs chances de guérison.

Aline Nzuzi

FSC

La structure organise sa deuxième conférence avec les OSC sur l'appel 003

Le Fonds de la société civile pour la bonne gouvernance (FSC) tient, du 7 au 10 avril, au Centre Nganda dans la commune de Kintambo à Kinshasa sa deuxième conférence d'échange d'expériences avec les organisations de la société civile (OSC) ayant bénéficié du financement sur l'appel 003.

Environ soixante-dix-huit participants provenant des trente-neuf structures financées partagent, à cette occasion, leurs expériences et meilleures pratiques acquises dans l'exécution de leurs projets. Chaque structure de l'appel 003 est représentée à cette deuxième conférence par son coordonnateur et son chef de projet. Ces projets de douze mois, qui pour la plupart tendent vers la clôture, s'exécutent dans les provinces du Sud-Kivu, Bas Congo, Kasai Oriental, Kasai Occidental, Katanga, Nord-Kivu, Province Orientale, Bandundu et de Kinshasa. Il y a dans ce groupe un projet d'envergure nationale, vingt-deux provinciales et seize du niveau local.

Cette rencontre entre le Fonds et

ces organisations de la société civile est d'autant importante car elle se présente comme une opportunité pour ces OSC de partager les stratégies utilisées et les résultats obtenus grâce au financement du Fonds société civile pour la bonne gouvernance. C'est aussi une occasion pour renforcer le réseau d'organisations pour la promotion de la bonne gouvernance minière en RDC. Notons que l'appel 003 du FSC a eu pour thème «*La bonne gouvernance et la redevabilité dans le secteur minier en RDC*». Ces projets ont visé un changement dans la gestion du secteur minier dans le respect des normes de bonne gouvernance et une implication des citoyens à travers la société civile.

L'on rappelle que le FSC est un programme national et indépendant de la société civile, mis en place en République démocratique du Congo par des ONG internationales pilotées par Christian Aid pour renforcer la voix des citoyens et d'améliorer la redevabilité. Le FSC a été développé pour être un mécanisme à long terme, pour

identifier, enrichir et répliquer les capacités inhérentes des OSC congolaises du secteur de la gouvernance. Le programme travaille en partenariat avec la société civile dans leurs efforts de rendre l'État plus responsable envers ses citoyens et faire en sorte que les citoyens puissent faire valoir leurs droits et aient leur mot à dire dans les décisions qui les concernent. Le Fonds a pour zone d'action l'ensemble des onze provinces de la RDC. Ses appels concernent, soit toutes ces provinces, soit quelques unes, selon le type d'appel ou la destination. Le FSC ne subventionne pas les organisations situées hors des frontières de la RDC, mais ne s'intéresse qu'aux organisations soumissionnaires qui se trouvent sur le territoire congolais et disposent au moins d'une antenne dans la zone pour laquelle elles soumissionnent. Le FSC est financé par le Département britannique pour le développement international (DFID) et l'ambassade de Suède.

Martin Enyimo

TRANSPORTS URBAINS

Kinshasa lance le débat

Le ministère national en charge du secteur discutera avec l'ensemble des ministères concernés pour approfondir la réflexion avant l'approbation de la note relative à la politique de fixation des tarifs des transports urbains en RDC.

L'étape marque un peu plus la transition dans la voie de la professionnalisation du secteur des transports urbains privés en RDC. Pour autant, le gouvernement n'est pas encore prêt à se contenter d'un simple rôle de régulateur. En effet, les prix des transports en RDC restent officiellement administrés par l'Etat, en tant que biens dits stratégiques. Mais dans sa nouvelle dimension, cette note devrait tenir compte de l'impératif d'assurer la continuité des services par l'entretien et le renouvellement du parc automobile.

Autre point important, ce dialogue devrait toucher des matières aussi sensibles que les taxes. Entre-temps, le secteur des transports urbains continue à prendre une certaine ampleur dans les principales villes du pays avec l'acquisition successive des nouveaux bus. Ces investissements massifs donnent un coup d'accélérateur à la professionnalisation du secteur des transports privés.

Laurent Essolomwa

EPSP

Évaluation de la campagne d'inscription des enfants à l'école

L'objectif de cet atelier est de relever les points forts, les points faibles et les leçons apprises au cours de cette activité pour le compte de l'année scolaire 2013-2014.

Avec l'appui de l'Unicef, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) organise du 8 au 9 avril, au centre Thésianum, un atelier d'évaluation formative de la campagne nationale d'inscription de tous les enfants en âge d'aller à l'école primaire pour l'année scolaire 2013-2014 dans les provinces éducationnelles de la zone ouest. En effet, les délégations venues des provinces de Kinshasa, Bas-Congo, Bandundu et Équateur

sont constituées des administrateurs des programmes Unicef, des responsables des provinces éducationnelles, des représentants des associations des parents d'élèves et des médias. Cette rencontre a donc permis aux provinces de la zone ouest d'évaluer la campagne en relevant les points forts, les points faibles, les leçons apprises ainsi que les bonnes pratiques sur les modalités opérationnelles. Plusieurs innovations ont été apportées au cours de cette campagne afin de récupérer tous les enfants ayant l'âge d'aller à l'école qui restent encore à la maison. Grâce à la stratégie porte-à-porte, les provinces ont identifié les enfants de 6 à 7 ans dans les

ménages et distribué des kits en nature. Les écoles ont été dotées en moyens financiers afin de mener à bien cette campagne pour un résultat positif et palpable. Parmi les faiblesses relevées, les participants ont déploré le début en retard de la campagne d'inscription des enfants en âge d'aller à l'école qui a été lancé au cours de la deuxième phase d'inscription. Sur la liste des points forts, ils ont apprécié l'implication des autorités politico-administratives et des associations féminines dans l'exécution de cette campagne ainsi que la production des supports audiovisuels dans la sensibilisation des parents. Pour pallier certaines faiblesses, les partici-

pants ont recommandé d'amorcer les préparatifs de la campagne d'inscription des enfants en âge d'aller à l'école dès la fin de l'année scolaire précédente et d'insérer cette campagne dans le calendrier scolaire. Aussi faudra-t-il prépositionner les kits scolaires dans les sites avant le début de la première phase des inscriptions, envoyer les supports de communication actualisés et en quantité suffisante avant la tenue des ateliers provinciaux de micro planification et d'organiser le briefing avec les chefs d'établissements en déterminant le quota des EADE (Enfants et adolescents en dehors de l'école) dans chaque école. Par rapport aux pygmées, il a été re-

commandé de renforcer le dialogue et/ou échanges avec la population pygmée pour leur scolarisation. Au cours des échanges, les participants ont apprécié à l'unanimité l'expérience de la province de l'Équateur qui a identifié les sous-divisions à problème afin de les aider à atteindre un niveau raisonnable. Pour l'ensemble, la campagne d'inscription des enfants en âge d'aller à l'école a augmenté le taux d'accroissement des inscriptions dans toutes ces provinces. L'exemple le plus éloquent est celui du Bandundu qui, après la stratégie porte-à-porte, a augmenté le taux d'accroissement qui est passé de 8 à 42%.

Gypsis Oïssa Tambwe

MUSIQUE

Bana C4 déjà dans nos murs

À l'affiche le 12 avril à la Halle de la Gombe, le meilleur groupe d'afrobeat francophone a fait savoir à l'aide d'un simple petit tweet que l'on pouvait lire, depuis le 8 avril à 11 heures, son arrivée à Kinshasa.



L'affiche du concert de Bana C4 à la Halle de la Gombe

« Nous sommes bien arrivés à Kinshasa par la grâce de Dieu un spécial Big Up à tous ceux qui nous soutiennent », voilà le contenu du tweet posté à l'intention des mélomanes de Kinshasa. Le même message repris dans leur compte Facebook est s'accompagne d'un rappel formel : « N'oubliez pas rendez-vous le 12 avril pour le concert de Bana C4 à la Halle de la Gombe ».

Le lendemain de leur arrivée, en fin de matinée le groupe était déjà en direction de l'Institut français (IF) quitte à prendre plus ample connaissance avec les lieux. À noter que leur agenda prévoyait deux répétitions les après-midi de mercredi et jeudi avant le show de samedi. Une production signée Bomayé Musik et Talents2Kin.com, le concert du groupe de Bana C4 à l'IF sera le tout premier qu'il livrera à Kinshasa. D'ores et déjà, les organisateurs font savoir qu'un engouement particulier est observé depuis l'arrivée des musiciens, les billets déjà en prévente depuis une semaine se vendent encore plus. Jusqu'ici, ils sont disponibles à la Halle de la Gombe, au Fiesta Club, au Panoramic et au Giezela Coffee à 10 et 20 \$ (billet ordinaire et VIP) alors que l'ouverture des portes de l'IF est annoncée pour 16 heures.

La jeunesse kinoise, les adoles-

cents plus que tous les autres sont très intéressés par ce concert qui, vraisemblablement tombe à pic. Les élèves sont en pleine vacances de Pâques et leurs aînés du niveau supérieur ne vont pas tarder à leur emboîter le pas. Tout ragaillard après sa tournée dans les clubs d'Abidjan et son concert au Palais de la culture avec Espoir 2000, Bana C4 a l'intention de mettre le feu à la Halle de la Gombe. En effet, ce ne sont pas les Ivoiriens qui diront le contraire quand on sait qu'ils ont adoré leur prestation en compagnie d'Espoir 2000 sur la chanson C'est gâté le 8 février dernier.

Autant Kinshasa est en attente, autant les artistes eux-mêmes sont dans la fièvre des préparatifs dans l'espoir de donner le meilleur dans cette ville inspiratrice. En effet, bien que créé en France, Bana C4 est fortement influencé par la culture africaine. Il conviendrait mieux de dire que sa musique est inspirée des défunts Grand maître Franco et Pépé Kalé mais aussi de Koffi Olomide pour ne citer qu'eux. Côté danse, Bana C4 sait s'y prendre et l'on attend une ambiance soutenue de la part de 2ShEnG, Giuldinho, DiBrAzZ et HiRo Le Coq, créateur du concept « La danse du coq » sans oublier NaM's, danseuse à l'énergie explosive.

Nioni Masela

INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Démarrage de la réfection du stade de l'Unité à Goma

Le gouverneur Julien Paluku de la province du Nord-Kivu a posé, le 7 avril, la première pierre de construction des vestiaires du stade de l'Unité à Goma.

Julien Paluku, à cette occasion, a déclaré : « Le gouvernement provincial est engagé à investir davantage dans l'encadrement de la jeunesse à travers la réhabilitation et l'aménagement des infrastructures sportives ». Le gouverneur a fait part de sa détermination à offrir à la jeunesse du Nord-Kivu l'un des meilleurs stades de la RDC.

Pour ce faire, a ajouté le chef de l'exécutif provincial du Nord-Kivu, son gouvernement va non seulement construire des vestiaires modernes, mais également

réhabiliter toutes les installations : la clôture interne et externe, les installations connexes et la tribune d'honneur du stade de l'Unité de Goma. L'aire de jeu de ce stade a été couverte de la pelouse naturelle par l'ancien président de coordination du DC Virunga de Goma, et récemment du Daring Club Motema Pembe de Kinshasa, Antoine Musanganya. Ces travaux de réhabilitation de cette infrastructure sportive du chef-lieu de la province du Nord-Kivu seront financés par la Trust Merchant Bank pour un montant de 175 mille dollars américains, a précisé le gouverneur Julien Paluku. Et l'on apprend que l'épouse du président de la République, Olive Lembe Kabila, a fait un don

de deux mille sacs de ciment comme contribution aux travaux du remis à l'état du stade de l'Unité. C'était lors de sa récente visite à Goma.

Par ailleurs, le gouvernement provincial s'apprête à financer les travaux de réfection du stade des Volcas, l'autre grand stade de la ville de Goma qui sera doté d'une pelouse synthétique sur financement de la Fédération internationale de football association de l'ordre de 265 mille dollars américains. Le but poursuivi par la réhabilitation de ces deux stades de la ville est le développement du football du Nord-Kivu à partir de Goma.

Martin Enyimo

PEINTURE

I'm tempted, une expression bien au-delà des carcans socioculturels

Parmi les quatorze plasticiennes exposées depuis le 7 mars à l'Institut français, Anne Mwitii aborde en toute liberté un aspect de la passion féminine, preuve qu'elle ne s'impose aucune limite à l'instar de l'intitulé de l'exposition « Women without borders ».

Elle serait un livre, l'exposition « Women without borders » se lirait avec autant de plaisir que l'on a à admirer les vingt-six toiles qui racontent différentes histoires. Chacune des œuvres expression de dames de six pays, dont trois des pays des Grands lacs, à savoir la République démocratique du Congo, l'Ouganda et le Rwanda auxquels s'ajoutent leurs consœurs de la République du Congo, du Kenya et de la Tanzanie pourrait en constituer un chapitre. À un peu moins de deux semaines de la fermeture, il convient d'y faire un tour question d'y lire ce qui reste de cette exposition dont quelques toiles

manquent déjà.

Mais, même avec les pages désormais manquantes du livre, au moins trois tableaux ont déjà trouvé preneur, l'histoire en tant que telle reste belle. Elle a pour fil conducteur des récits de femmes qui parlent d'expériences vécues, de désirs et d'aspirations ou encore de faits observés sans aucun tabou et le résultat n'en est que plus fascinant. De désirs, il en est justement question avec I'm tempted (Je suis tentée) d'Anne Mwitii. La Kenyane aborde le sujet de façon tout à fait personnelle. Il est ici question « des besoins basiques de la femme comme tout être humain », comme le dit le commentaire à propos placé à côté de la peinture. En effet, les ombres de deux personnes qui s'embrassent peuvent paraître tel un refus de s'enfermer dans les carcans socioculturels africains où « la femme traditionnelle est socialisée pour garder ses besoins et

pour se cacher derrière une façade d'émotion qu'elle ne peut pas exprimer afin ne pas être jugée ». Cette peinture fait tout le contraire mettant en dévoilant une scène d'amour qui pourrait se traduire par le besoin d'assumer ses sentiments et oser les exprimer aux yeux de tous. Un aveu qui s'exprimerait de la sorte : « Il m'arrive d'aimer, d'être tentée de donner tout, sans peur, comme n'importe qui ». Sans contester, « Je suis tentée » est à percevoir telle « une affirmation », le commentaire le confirme. Mais encore, en soulignant que la toile est interprétée comme l'expression d'« une pensée qui est restée trop longtemps enterrée et qui resurgit aujourd'hui dans sa voix » cela ne laisse aucun doute quand au fait qu'il constitue là un acte d'affranchissement. Chose que d'ailleurs la conclusion réaffirme : « Elle est enfin libre de choisir et d'aimer ».

Nioni Masela

FORUM INTERNATIONAL GREEN BUSINESS

La cosmétique et la gestion des déchets au programme

Pointe-Noire, la capitale économique de la République du Congo, abritera la cinquième édition du Forum international Green Business (FIGB), qui se déroulera du 20 au 22 mai sur le thème: «Les défis de l'économie verte en Afrique centrale : produire, transformer et consommer local et sous-régional»

Co-organisé par le gouvernement congolais, la Banque mondiale et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Céac), le FIGB a pour objectif de sensibiliser aux enjeux et aux perspectives de l'économie verte. «Le forum est né d'une prise de conscience de l'épuisement des ressources occasionné par un modèle de production qui met l'humanité en danger. Cette prise de conscience nous a amenés à nous mobiliser pour le développement durable», a souligné Didier Sylvestre Mavouenzela, président de la chambre de commerce et d'industrie de Pointe-Noire et président du comité d'organisation de la manifestation, le 8 avril lors d'une conférence de presse à la chambre consulaire. Le FIGB est donc un moyen de mobiliser des acteurs publics et privés ainsi que la société civile pour un engagement en faveur de l'économie verte.



Didier Sylvestre Mavouenzela lors de la conférence de presse (© DR).

Plusieurs activités sont au programme de cette édition

Des ateliers et tables rondes sur la diffusion locale des productions en Afrique centrale, le traitement et la valorisation des déchets urbains, la valorisation des savoir-faire traditionnels en cosmétique, le soutien des initiatives et innovations de la production à la distribution, les circuits de courts en Afrique centrale, les disparités énergétiques... seront organisés au cours de ce forum. Pour ce qui est du choix du thème de cette année, Didier Sylvestre Mavouenzela a expliqué: «Après quatre forums où nous avons étudié les opportunités, aujourd'hui, on s'est rendu compte que le vrai défi est la

production, la transformation et la consommation au niveau local. C'est pour cela que nous nous mobilisons pour voir comment nous allons répondre à ce défi.»

Plusieurs activités connexes auront aussi lieu, à savoir : la réunion du bureau de la Conférence permanente des chambres consulaires africaines francophones, la mission commerciale de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, l'exposition photo «Made in Congo» autour de six entrepreneurs congolais. Sont aussi prévus des ateliers pédagogiques innovants destinés aux élèves et étudiants, un atelier de création à partir d'objets récupérés, une performance artistique sur la thématique des déchets et une expo-

sition, des stands de produits locaux, entre autres.

Évoquant les thèmes sur la cosmétique et les déchets (industriels et ménagers), le président de la chambre de commerce a indiqué: «L'économie verte peut être définie comme l'économie des savoirs traditionnels que nous devons mettre en avant. Il nous fallait donner un contenu concret au forum. Nous avons donc réuni les acteurs du secteur de la cosmétique. Nous avons travaillé avec la Cosmetic Valley, un cluster basé en France regroupant toutes les grandes entreprises évoluant dans le domaine de la cosmétique et de la parfumerie. Ce qui nous a permis de mettre en place un cluster cosmétique Congo. Vous verrez les pre-

miers résultats, donc les produits, sur son stand installé au forum.»

Pour ce qui est des déchets (ménagers et industriels), les acteurs vont travailler avec un expert pour essayer d'apporter une réponse au problème. L'une des stratégies adoptées est de les valoriser, comme cela a été fait avec les déchets ferreux qui ont disparu de la ville. Un sujet qui relève à la fois d'économie et de santé publique. L'économie verte est un secteur qui se développe en grande partie grâce à la législation.

Le président de la chambre de commerce a souhaité: «Il faut que la société civile, les secteurs privé et public se mobilisent pour que notre pays adopte des textes permettant de booster l'économie verte».

Grâce au FIGB, plusieurs avancées politiques et sous-régionales ont été enregistrées, parmi lesquelles : l'institutionnalisation du forum par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'instauration du Fonds vert pour développer les filières vertes et la mise en place du Programme d'appui au développement de l'économie verte, la création et l'institutionnalisation du Réseau des entreprises d'Afrique centrale pour l'économie créative, le lancement de l'École supérieure de commerce et d'industrie du Congo.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

Rendez-vous à Paris
by AIRFRANCE 



Au départ du Congo*

PARIS 10 VOLS DIRECTS PAR SEMAINE

www.airfrance.cg



* 6 vols par semaine au départ de Pointe Noire à partir du 31/03/2014, 4 vols par semaine au départ de Brazzaville.
Renseignements auprès d'Air France au (+242) 01.531.21.51 ou auprès de votre agence de voyages

FOOTBALL FÉMININ

AC Léopards remporte la première édition de la Coupe Claude-Mbongo

L'équipe féminine d'AC Léopards a été sacrée championne de la coupe organisée du 3 au 6 avril par la ligue de Pointe-Noire, en mémoire de Claude Mbongo, ancien président de la ligue de football du Kouilou, initiateur des premières compétitions de football féminin en 1993.

Les Léopards dames se sont imposées en finale face à leurs concoueurs de Fleur du ciel sur le score de 3 buts à 0 le 6 avril au complexe sportif de Pointe-Noire. La compétition s'est déroulée en présence des membres de la famille du défunt, Claude Mbongo, représenté par son fils Rodrigue Mbongo. Quatre équipes y ont pris part : AC Léopards, Fleur du Ciel de Pointe-Noire, FC Porto et Loutala de Dolisie.

La petite finale a été remportée par FC Porto devant Loutala sur le même score de 3-0. Notons qu'en demi-finale jouée la veille, les équipes de Pointe-Noire ont tour à tour écrasé celles de Dolisie avec des scores très lourds.

Fleur du Ciel/Loutala, 17-0 ; AC Léopards/FC Porto, 14-0.

À la fin de la compétition, le président de la ligue de football féminin de Pointe-Noire, Edwin Mbitsi, a remercié toutes les équipes ayant participé à cette première édition avant d'évoquer son ancien président. «C'est le défunt qui a fait que je suis entraîneur de football féminin du département depuis 2013. J'ai pensé qu'en ma qualité de président de la ligue, je devais honorer sa mémoire en organisant la Coupe Claude-Mbongo, dont le premier lancement avait échoué en 2013. Chaque personne a une histoire et ses références. Il est parti, mais ses références sont restées. C'est à nous de regarder l'histoire et de lui rendre hommage.»

Edwin Mbitsi a souligné que, outre les difficultés liées à l'organisation, la ligue s'était sentie isolée en raison de l'absence de la Commission nationale de football féminin alors que celle-ci était informée officiellement.



AC Léopards posant avec son trophée (© Adiac)

«La fête s'est bien passée, nous remercions tous ceux qui nous ont apporté leur assistance multiforme. La deuxième édition sera mieux avec le concours de la famille Mbongo. Elle sera lancée sur le plan national. Il reste à déterminer la ville : Dolisie ou Brazzaville», a-t-il indiqué.

De son côté, Rodrigue Mbongo a remercié les organisateurs et a pris l'engagement de soutenir la

ligue pour pérenniser cette compétition: «La famille a été honorée ainsi que la mémoire de papa. Comme nous l'avions dit, c'est un début : nous mettrons la main à la pâte lors de la seconde édition pour que la compétition se passe dans les bonnes conditions. Papa a beaucoup fait pour le football féminin à Pointe-Noire. Nous prenons l'engagement de soutenir la ligue de football féminin pour pé-

renniser la compétition.»

L'entraîneur de l'équipe victorieuse, Serge Mampouya, s'est réjoui de son succès. «Nous sommes satisfaits de remporter cette première édition. C'est notre premier trophée de l'année et nous souhaitons que les victoires continuent toute la saison. C'est pourquoi nous sollicitons que la ligue lance le championnat départemental le plus tôt possible pour maintenir la forme des joueuses.»

De son côté, l'entraîneur de Fleur du ciel, Dieudonné Tchicaya, a justifié la défaite de son équipe par des problèmes d'organisation tandis que les dirigeants des équipes de Dolisie ont assuré qu'ils étaient à l'école du savoir.

À l'issue de la compétition, chacune des équipes a reçu un trophée. Le classement à l'issue de la compétition est le suivant : première, AC Léopards ; deuxième, Fleur du Ciel ; troisième, FC Porto ; quatrième, Loutala.

Charlem Léa Legnoki

LIGUE DÉPARTEMENTALE DE HANDBALL

Le budget exercice 2013-2014 arrêté à 2 482 000 FCFA



Roger Ouvitaha et Germaine Ndzimbi (© DR).

Mise en place en février, la ligue départementale de handball de Pointe-Noire a tenu son conseil inaugural le 8 avril, au mess mixte de garnison, sous la houlette de son président, le colonel Roger Ouvitaha, assisté de Germaine Ndzimbi, membre de la Fédération congolaise de handball. Au cours de ce conseil, le budget de la saison sportive 2013-2014 a été dévoilé.

Le budget exercice 2013-2014 de la ligue a été revu en recettes et en dépenses et s'établit à 2 482 000 FCFA, soit une légère augmentation par rapport à la saison passée. Il couvrira l'ensemble des activités de la saison de la ligue.

Le conseil a également adopté le règlement intérieur de la ligue ainsi que celui des compétitions. Le planning d'activité de l'année 2013-2014 a été aussi adopté.

Par ailleurs, le président Roger Ouvitaha a présenté à l'assemblée la trésorière générale de la ligue, Lucrèce Alani, qui rejoint le bureau exécutif de la ligue.

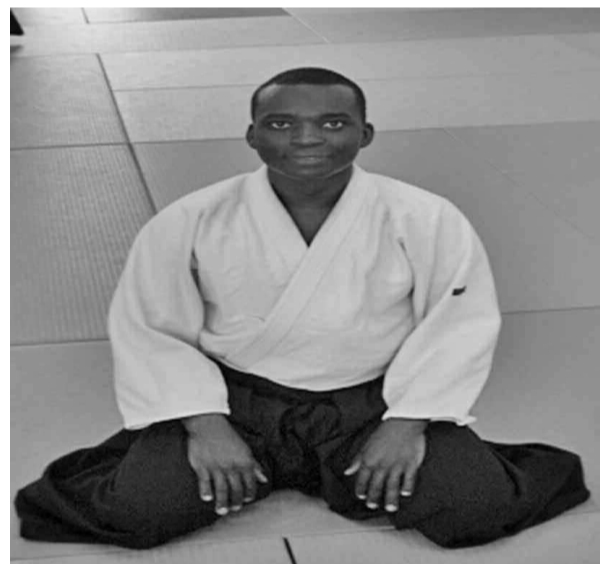
Le point sur le tirage au sort du stade qui abritera le championnat départemental a été reporté à une date ultérieure.

Charlem Léa Legnoki

AÏKIDO

Plaidoyer pour l'amélioration de la pratique au Congo

Christian Mfouara, Congolais de la diaspora résidant en France, se dit prêt à apporter sa contribution pour l'amélioration de la pratique de l'aïkido au Congo. Joint au téléphone le 8 avril, il sollicite des instances de la discipline et des autorités nationales en charge des questions sportives que l'aïkido puisse être pris en ligne de compte comme activité de démonstration lors de l'ouverture des Jeux africains de Brazzaville 2015



Christian Mfouara (© Adiac).

Pour Christian Mfouara, les Jeux africains qui se dérouleront à Brazzaville en 2015 sont une aubaine non seulement pour tous les sports au Congo mais pourraient l'être aussi pour l'aïkido, une activité physique qui n'a pas qualité de sport car sans « compétition ». Art martial, créé par le grand maître Morihei Ueshiba vers 1925, c'est la synthèse de pratiques martiales anciennes, proche des disciplines sportives comme le judo ou le kendo. En référence aux termes japonais, les pratiquants d'aïkido se répartissent en aikidokas (pratiquants professionnels) et en aikidoshugyoshas (pratiquant non professionnels).

Dans les années 1970, le maître Claude Walla, expatrié européen, a été l'un des initiateurs de la discipline au Congo permettant l'éclosion d'experts locaux, dont les figures emblématiques sont les maîtres Adamou Yaya et Marius

Ossey. Pour lui, l'aïkido au Congo pourrait aussi bénéficier de la dynamique que vont enclencher les prochains jeux africains. «Sans hésitations aucunes, nous pouvons dire que ces jeux seront aussi une occasion à ne pas manquer pour les pratiquants et dirigeants de la discipline. Et avec plus de convictions, il appartient au monde de l'aïkido congolais d'anticiper sa prise en compte dans l'animation de la vie artistique, culturelle et sportive du pays», a-t-il dit.

En effet, pour Christian Mfouara, il serait judicieux de sortir l'aïkido de la situation dans laquelle il se trouve. Ainsi, les pratiquants sont appelés à se mobiliser pour tout d'abord reconnaître les forces et faiblesses de la discipline dans son expression régulière. Il appartient, selon lui, à chacun, surtout au niveau des instances, d'associer toutes les bonnes volontés pour mettre en œuvre des axes de développement.

Selon Christian Mfouara, les

forces de l'aïkido reposent dans l'abnégation que montrent tous les pratiquants, hommes et femmes, tant ils s'investissent dans des conditions difficiles. Il y a de quoi être impressionné par la volonté de la plupart des pratiquants à parcourir des kilomètres à pied pour bénéficier des séances délivrées par des enseignants tout aussi dévoués. La première force est donc celle d'un potentiel humain disponible, motivé et réceptif. Et une autre

force, c'est sa dynamique éducative, dans le strict respect même des principes d'harmonie que prône l'aïkido : on ne peut qu'applaudir et admirer l'expérience régulièrement renouvelée «Aïki Vacances».

Pour terminer, Christian Mfouara épingle des faiblesses, évoquant l'absence de diffusion à l'échelle nationale, car la pratique de ce sport est encore limitée aux deux métropoles que sont Brazzaville et Pointe-Noire. À cela s'ajoute le manque d'infrastructures adéquates et de proximité confinant à un réel dénuement. «Je lance un vibrant appel aux pratiquants de ce sport pour dynamiser de plus belle la discipline. Et aux autorités sportives nationales, je souhaite qu'elles aient un autre regard sur cette discipline pour qu'elle ne soit pas le parent pauvre des arts martiaux pratiqués au Congo», a-t-il conclu, précisant qu'il pouvait être contacté par courriel à l'adresse suivante : mfouara@aol.com

Faustin Akono

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE 1

La 9^e journée dominée par le match Diabes noirs-Étoile du Congo

La neuvième journée de la compétition, qui se jouera vendredi, samedi et dimanche, réserve au public sportif congolais des affiches intéressantes. Au menu : la très attendue confrontation Diabes noirs-Étoile du Congo le 13 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat, juste après la rencontre opposant l'Interclub à l'Athlétique club Léopards de Dolisie.

La dernière rencontre entre les Diabes noirs et l'Étoile du Congo avait offert un combat très engagé où les forces s'étaient annihilées : un but partout lors de la manche retour des demi-finales de la Coupe du Congo remportée, quelques jours après à Djambala, par l'AC Léopards de Dolisie face aux Diabes noirs. Ce nul reste le meilleur résultat de l'Étoile du Congo face aux Diabes noirs de ces quatre dernières saisons. Si les souvenirs des victoires des Diabes noirs sont encore récents, il faut remonter au championnat national direct de 2009 pour exhumer la dernière victoire de l'Étoile du Congo face à son adversaire du 13 avril. Les Stelliens l'avaient emporté 2-0 à l'aller, avant de faire jeu égal à deux partout en manche retour. Depuis lors, la génération de Rudy Guelord Bhebey Ndey, Gedson Balekita, Yannick Mbemba, Elion Garcia n'a pas trouvé de successeurs. L'Étoile du Congo continue à courber l'échine même quand les Diabes noirs sont mal inspirés. Sur le papier, ce sont les Jaune-et-Noir qui partent avec les faveurs des pronostics. C'est ce que tenteront de confirmer ou d'infirmer les vingt-deux acteurs sur le terrain pour cette rencon-

tre, dimanche 13 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat, sachant que le ballon est rond pour tout le monde et que la victoire revient toujours à l'équipe la plus réaliste et la plus engagée sur le terrain. Le fair-play doit guider les deux formations qui



L'équipe des Diabes noirs (© Adiac)

présentent un point commun à l'issue de la huitième journée : elles se sont inclinées à deux reprises depuis le début de la compétition. Les Diabes noirs occupent actuellement la sixième place au classement avec douze points, soit deux longueurs de retard sur l'Étoile du Congo. L'attaque stellienne présente un léger avantage par rapport à celle des Diablotins. Elle a déjà inscrit 11 buts contre 7 pour les Noir-et-Jaune qui s'en sortent bien en défense (4 buts encaissés contre 5).

L'autre rencontre du week-end

Juste avant le match Diabes noirs-Étoile du Congo, l'AC Léopards de Dolisie livrera sa deuxième rencontre à Brazzaville face à l'Interclub. Les Fauves du Niari restent sur le bilan étincelant de huit victoires en autant de matchs tous ter-

rains confondus. L'AC Léopards n'a encaissé jusqu'alors qu'un but. C'était à Pointe-Noire contre V. Club Mokanda, sur penalty. L'équipe a la meilleure attaque de la compétition avec 19 buts marqués contre huit pour l'Interclub. La saison dernière,

pour voir Kessel Tsiba Moukassa délivrer les Fauves du Niari qui remportaient les deux manches. L'AC Léopards de ce dimanche sera plus costaud que celui qui a affronté l'Interclub l'an dernier. L'équipe joue ce match dans le cadre de la dernière phase de sa préparation pour le tour de cadrage contre Medeama du Ghana.

Mais l'Inter club, actuellement troisième du championnat, n'entend pas abandonner cette place qui donne droit à la Coupe africaine de la Confédération. Cette rencontre pourrait être plus attrayante que celle opposant les Diabes noirs à l'Étoile du Congo, qui a perdu de son intérêt en raison des prestations en dent de scie des acteurs sur le terrain : on n'est plus au temps où ce match alimentait la polémique dans tous les coins de la ville.

Le FC Kondzo-Association sportive ponténégrine qui ouvre le bal ce vendredi de la neuvième

Le FC Kondzo-Association sportive ponténégrine qui ouvre le bal ce vendredi de la neuvième

domicile 2-0 pendant que le FC Kondzo subissait sa première défaite à Pointe-Noire 1-2 face à l'AS Cheminots. Le dauphin de l'AC Léopards de Dolisie donnera à coup sûr le meilleur de lui-même pour effacer la déception de Pointe-Noire et ne pas être encore distancé par l'AC Léopards.

Le Cara tentera de se relancer le 13 avril à Pointe-Noire devant La Mancha qui avait contraint les Diabes noirs à la défaite lors de la septième journée. Les Aiglons occupent un rang peu rassurant au championnat national. Ils n'ont que huit points en huit matchs perdant ainsi l'engagement dont ils avaient fait montre face aux Diabes noirs.

Les autres rencontres :

Le 12 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat : Patronage Sainte-Anne — Saint-Michel de Ouenzé et Jeunesse sportive de Talangai-AS Cheminots. À Pointe-Noire, Nico-Nicoy-Tongo FC.



L'Étoile du Congo (© Adiac)

bat face à l'Interclub. Il avait fallu attendre les ultimes minutes du temps réglementaire

journée compte aussi parmi les affiches à suivre de près. L'ASP a contraint le Cara à une défaite à

Le 13 avril à Pointe-Noire : FC Bilombé-V. Club.

James Golden Eloué

CHAMPIONNAT NATIONAL DE FOOTBALL LIGUE 2

Coup d'envoi de la compétition ce 10 avril

La compétition, qui permettra de sélectionner les équipes qui joueront les barages avec les 13^e et 14^e du championnat d'Élite 1, démarre aujourd'hui au stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville. Quatorze équipes sont engagées dans le groupe A. Seuls les vainqueurs des deux groupes tenteront de relever le défi de la montée en Élite 1. Retour sur les cinq premières journées du groupe A, qui regroupe les équipes de Brazzaville, Kinkala et Owando.

Première journée :

Jeudi 10 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat : à 14 heures, Tout Puissant (TP) Mystère-Inter espoir ; à 16 heures, Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP)-Club 57. Vendredi 11 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat : à 14 heures, Ajax de Ouenzé-Aigles sport. Dimanche

13 avril au stade d'Owando : à 14 heures, CS Oyonnax football-Saint-Michel de Loukoléla (SML) ; à 16 heures, Cuvette FC-FC Ekyiembongo. À 15 heures 30 au stade de Kinkala : AS Kimbongela (ASK)-Baygon rouge. Lundi 14 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat à 15 heures 30 : Académie de Diata-JS Ollombo.

Deuxième journée :

Jeudi 17 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat : à 14 heures, Aigles sport-Club 57 ; à 16 heures, JSP-Inter espoir. Vendredi 18 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat : à 14 heures, Baygon rouge-Académie de Diata ; à 16 heures, Ajax de Ouenzé-TP Mystère. Dimanche 20 avril au stade d'Owando : Cuvette FC-Oyonnax football ; à 16 heures, SML-Ekyiembongo. À 15 heures 30 à Kinkala : ASK-JS Ollombo.

Troisième journée :

Jeudi 24 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat : à 14 heures, Inter espoir-CS Oyonnax football ; à 16 heures, Baygon rouge-Ajax de Ouenzé. Vendredi 25 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat : à 14 heures, Club 57-JS Ollombo ; à 16 heures, TP Mystère-Aigles sport. Dimanche 27 avril au stade d'Owando : Cuvette FC-SML ; à 16 heures, FC Ekyiembongo-JSP. Lundi 28 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat à 15 heures 30 : Académie de Diata-ASK.

Quatrième journée :

Jeudi 1^{er} mai au stade Alphonse-Massamba-Débat : à 14 heures, Aigles sport-Cuvette FC ; à 16 heures, TP Mystère-FC Ekyiembongo. Dimanche 4 mai au stade d'Owando : CS Oyonnax-JS Ollombo ; à

16 heures, SML-Ajax d'Ouenzé. À 15 heures 30 à Kinkala, ASK-ASP. Lundi 5 mai au stade Alphonse-Massamba-Débat : à 14 heures, Baygon rouge-Inter espoir ; à 16 heures, Académie de Diata-Club 57.

Cinquième journée :

Jeudi 8 mai au stade Alphonse-Massamba-Débat : à 14 heures, Aigles sport-Baygon rouge ; à 16 heures, Inter espoir-Club 57. Au stade d'Owando : à 14 heures, SML-JS Ollombo ; à 16 heures, Cuvette Ajax d'Ouenzé.

Vendredi 9 mai au stade Alphonse-Massamba-Débat : à 14 heures, Académie de Diata-FC Ekyiembongo ; à 16 heures, JSP-CS Oyonnax football.

Dimanche 11 mai à 15 heures 30 Kinkala : ASK-TP Mystère.

J.G.E.